Le régent et l'encens

Les affaires de religion en Alsace sous Philippe d'Orléans (1715-1723)

Claude Muller

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/142>
DOI : 10.4000/alsace.142
ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010
Pagination : 101-139
ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Claude Muller, « Le régent et l'encens », *Revue d'Alsace* [En ligne], 136 | 2010, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/142> ; DOI : 10.4000/alsace.142

Le régent et l'encens

Les affaires de religion en Alsace sous Philippe d'Orléans (1715 - 1723)

« Cette aimable Régence où on fit tout sauf pénitence »
Voltaire

Après la mort de Louis XIV, le Roi Soleil, en 1715, la pesante chape de plomb qui s'était abattue, les dernières années de son règne, sur le Royaume de France, éclate de toute part sous le gouvernement du Régent, Philippe d'Orléans¹. L'immobilisme et la sclérose qui tenaient lieu de gouvernement volent brusquement en éclat, donnant lieu à deux forces contradictoires : d'une part une libération, d'autre part une reprise en mains. En Alsace, province « à l'instar de l'étranger effectif », la situation est plus compliquée qu'en « vieille France », parce que le facteur religieux y introduit un embarras supplémentaire.

Ici Rome doit composer avec Wittenberg, Genève, Jérusalem, voire Herrnhut. Le catholicisme majoritaire, religion d'Etat, n'exerce pas une suprématie totale et ses efforts pour s'imposer se heurtent à une résistance opiniâtre, générant des replis identitaires. La pénombre s'obscurcit encore par le fait que l'Alsace, extrême-orient français, présente, par bien des aspects, de multiples caractères germaniques² qui irritent le pouvoir monarchique. Au point que l'écheveau paraît inextricable.

1. Récente mise à jour bibliographique dans REYNAUD (Denis) et THOMAS (Chantal), *Le Régent entre fable et histoire*, C.N.R.S. Editions, Paris 2002, 278 p. et THOMAS (Jean-Pierre), *Le Régent et le cardinal Dubois. L'art de l'ambiguïté*, Editions Payot, 2004, 252 p.

2. LIVET (Georges), *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV (1648-1715)*, Paris 1956, 1 048 p. et surtout BOEHLER (Jean-Michel), *Une société rurale en pays rhénan : la paysannerie de la plaine d'Alsace (1648-1789)*, Strasbourg 1994, 2 469 p.

La complexité, liée au seul fait religieux, apparaît bien à travers un parcours des Archives du Ministère des Affaires Étrangères à Paris³. Les pièces inédites, présentées dans le corps de cet article, éclairent des affaires remontant jusqu'à la Cour. Certaines jettent un coup de projecteur sur des événements déjà connus et évoqués dans l'historiographie locale à partir de sources alsaciennes. D'autres enrichissent notre connaissance, tant du catholicisme⁴ que du protestantisme⁵. Mais curieusement, il est aussi des silences assourdissants.

L'argent et la foi

Argent, ambition, recommandations, protégés et protecteurs constituent des thèmes intemporels que l'on retrouve dans les arcanes du pouvoir central. La période de la Régence ne fait pas exception à la règle. Qu'on en juge.

Société et religion : la recherche du bénéfice ecclésiastique

« Un bénéfice est un office ecclésiastique, auquel est joint un certain revenu, en sorte qu'il n'en peut être séparé », déclare l'abbé Fleury, à la fin du XVII^e siècle, dans son ouvrage d'initiation⁶, définition que l'on peut compléter par celle du canoniste Durand de Maillane : « un bénéfice est mis au rang des choses et droits incorporels, de lui-même il n'a rien de spirituel. Il n'est tel qu'à raison de l'office ecclésiastique, qu'il exige de celui qui le possède »⁷. À une époque où il faut s'inquiéter du revenu qui permet d'exercer la fonction, le bénéfice s'obtient grâce à l'appui d'une famille ou d'un protecteur. Il sert ensuite les intérêts du groupe, accélérant une ascension sociale, favorisant une implantation dans la province-frontière

3. Archives du Ministère des Affaires Étrangères à Paris (A.M.A.E.), Série Mémoires et Documents, fonds Alsace, tomes 37 et 38.

4. CHÂTELLIER (Louis), *Tradition chrétienne et renouveau catholique dans l'ancien diocèse de Strasbourg (1650-1770)*, Strasbourg 1981, 530 p. et *Religion et piété en Alsace et Lorraine (XVII^e - XVIII^e siècles)*, numéro spécial *Annales de l'Est*, 2003, 303 p. Voir aussi RAPP (Francis) et coll., *Le diocèse de Strasbourg*, Éditions Beauchesne, Paris 1982, 352 p. et EPP (René) et coll., *Histoire de l'Église catholique en Alsace*, Éditions du Signe, Strasbourg 2003, 656 p.

5. STROHL (Henri), *Le protestantisme en Alsace*, Strasbourg, 1950 et VOGLER (Bernard), *Histoire des chrétiens d'Alsace*, Éditions Desclée, 1994, 429 p. Nombreuses références dans *Terres d'Alsace, chemins de l'Europe. Mélanges offerts à Bernard Vogler*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2003. Sur le contexte sous-jacent, cf. BÉLY (Lucien), *Les relations internationales en Europe (XVII^e - XVIII^e siècle)*, PUF, 1992 et *La société des princes (XVI^e - XVIII^e siècles)*, Éditions Fayard, 1999, 651 p.

6. FLEURY (C.), *Institution du droit ecclésiastique*, Paris 1721, t. I, p 360.

7. DURAN DE MAILLANE, *Dictionnaire de droit canonique et de la pratique bénéficiale*, Lyon, 1776, t. I, p 305.

Le cardinal Gaston de Rohan, évêque de Strasbourg

qu'est l'Alsace ou contribuant à l'entretien des parents les plus défavorisés, comme le relève finement Louis Châtellier⁸.

Dans le fonds consulté, six recommandations peuvent être relevées. Commençons, en suivant l'ordre chronologique, par celle du cardinal de Rohan⁹ en faveur de Joseph Desroches, envoyée de Saverne le 29 août 1717 :

Le fils du sieur de Chateaufvieux, major de la citadelle de Strasbourg, à qui son Altesse Royale avait bien voulu accorder, à mes très humbles prières, le brevet des premières prières pour la collégiale de Saint-Pierre-le-Vieux étant mort, je

8. CHÂTELLIER (Louis), « Société et bénéfices ecclésiastiques. Le cas alsacien (1670-1730) », *Revue Historique*, 495, juillet-septembre 1970, p 75-98.

9. Armand Gaston de Rohan, né à Paris le 27 juin 1674, prince-évêque de Strasbourg de 1704 à 1749, cardinal en 1712, décédé à Paris le 19 juillet 1749, cf. CHÂTELLIER (L.), « Rohan », *N.D.B.A.*, n° 32, 1998, p 3 265-3 267.

supplie son Altesse Royale de le donner à Joseph Desroches¹⁰, clerc du diocèse de Bâle et sujet du roi, dont le père a été tué au service du roi et dont *l'oncle est actuellement directeur de mon séminaire*. J'espère que Son Altesse Royale aura dans cette occasion la même bonté pour moi qu'elle a eue au commencement de sa régence. Une prompte expédition serait bien nécessaire, parce qu'un chanoine de la collégiale en question est actuellement assez mal¹¹.

La demande est suivie d'effet.

Poursuivons avec la requête du bailli Willemann¹², expédiée de Lauterbourg le 23 septembre 1717 :

Le roi a le droit de premières prières et de joyeux avènement sur un canonicat d'une collégiale de la Haute Alsace de l'évêché de Bâle, duquel il n'a pas encore disposé. J'ai un parent – Nicolas Goetzmann¹³ –, qui est curé de la collégiale de la ville de Thann, auquel je voudrai bien procurer ce canonicat¹⁴.

Un troisième solliciteur quémande pour lui-même, adressant sa supplique au duc d'Orléans et au roi : Louis Charles Baudouin¹⁵, prêtre, docteur en théologie, chanoine de l'église collégiale de Saint-Pierre-le-Jeune à Strasbourg, fils de Jean Denis Baudouin, ordonnateur des guerres, signale « les dépenses conséquentes que son père a été obligées de faire pour se soutenir humblement dans les différents emplois dont il a plu à sa Majesté de le pourvoir ». Comme « sa famille est presque sans aucun bien », il demande un canonicat à Metz, vacant par la mort de Pierre Thévenon, en rappelant qu'un frère a repris l'emploi de son père et que l'autre est ingénieur militaire¹⁶.

10. Joseph Desroches, ordonné le 30 mai 1722, originaire de Franken, chanoine à Saint-Pierre-le-Vieux Strasbourg de 1721 à 1749, décédé à Strasbourg Saint-Pierre-le-Vieux le 24 octobre 1755, cf. KAMMERER (Louis), *Répertoire du clergé d'Alsace sous l'Ancien Régime (1648-1792)*, Strasbourg, 1983, n° 1 047.

11. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 102.

12. François Thiébaud Willemann, né à Thann le 15 septembre 1671, épouse à la ville neuve de Brisach le 5 février 1695 Marie Agathe Jost, bailli de Fleckenstein et de Lauterbourg, entré au service des nouvelles de l'armée du Rhin en 1708, décédé à Lauterbourg le 9 février 1735, voir STREICHER (Jean-Claude), « Les missions spéciales du sieur Willemann, bailli de Fleckenstein et de Lauterbourg, pendant la guerre de Succession d'Espagne », *L'Outre-Forêt*, n° 2, 1973, p. 7-11 et « François Thiébaud Willemann, bailli de Fleckenstein et de Lauterbourg, *L'Outre-Forêt*, n° 78, 1992, p. 4-20.

13. Jean Nicolas Goetzmann, né à Thann en 1678, ordonné prêtre le 15 avril 1702, chanoine de Thann de 1713 à 1742, décédé à Thann le 1^{er} octobre 1743, voir KAMMERER (L.), *op. cit.*, n° 1 839. Cette famille compte beaucoup de prêtres. Sur la branche de Landser, voir MULLER (Cl.), « Aube et robe en Sundgau au XVIII^e siècle », *Annuaire du Sundgau*, 1998, p. 70.

14. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 112.

15. Louis Charles Baudouin, ordonné prêtre le 21 mars 1711, chanoine de Saint-Pierre-le-Jeune de 1705 à 1729, chanoine à Saint-Germain-l'Auxerrois à Paris en 1735, voir KAMMERER (L.), *op. cit.*, n° 225.

16. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 269.

D'autres personnages plus huppés sollicitent aussi, ainsi Nicolas de Corberon¹⁷, premier président du Conseil souverain d'Alsace. Corberon avait l'habitude d'envoyer ses vœux de nouvel an au ministère. Ainsi écrit-il le 1^{er} janvier 1717 :

Je supplie très humblement Votre Altesse Royale de me permettre de vous renouveler en ce commencement d'année les assurances de mon zèle et de mon respect, redoubler mes vœux pour votre conservation et pour la prospérité de votre régence. Je vous supplie très humblement d'agréer les vœux que je fais d'avoir la bonté de m'honorer de votre protection¹⁸.

Puis, de Colmar, le 20 février 1717, le premier président sollicite :

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Altesse Royale un placet que je prends la liberté de vous présenter pour la conservation d'une pension. J'ai l'honneur de solliciter votre protection pour être en état de continuer mes services au roi et d'entretenir mes enfants dans le service de Sa Majesté. C'est la grâce que j'ose vous demander avec un attachement inviolable et un très profond respect¹⁹.

Corberon veut surtout ne point subir une réduction de 2 000 livres :

Les appointements de 7 000 livres sont si peu considérables pour un chef de Compagnie obligé de représenter sur une frontière comme celle-ci. Le sieur de Corberon, après avoir mangé son patrimoine dans le service du roi pendant plus de trente trois ans, n'ose demander autre grâce pour récompense de ses services que celle d'empêcher la réduction de ses appointements, quelques médiocres qu'ils soient²⁰.

Corberon demande aussi, le 7 juillet 1720, une abbaye pour son fils entré dans l'Église. Sa missive²¹ mérite d'être citée *in extenso*, car elle fournit des indications personnelles, évoque le système de Law et explique l'intérêt du bénéfice ecclésiastique pour les familles :

Le service du roi qui me retient ici à cent lieues de Paris me met hors d'état d'aller vous faire ma cour en personne comme je l'avais désiré et vous demander l'honneur de votre protection auprès de Son Altesse Royale au sujet d'une abbaye que d'Armenonville à qui j'ai eu l'honneur d'appartenir a demandé pour mon fils, chanoine de Notre Dame, ou quelqu'autre bénéfice tel qu'il lui plairait, dont le revenu peut aider à la subsistance de ma famille que je ne puis plus soutenir depuis remboursement de rentes en papier et le paiement de mes appointements en même monnaie, lequel n'a pas encore été établi en Alsace de

17. Nicolas de Corberon, né à Paris le 10 janvier 1653, époux de Marie Anne Madeleine Dufour, premier président de 1700 à 1723, décédé à Colmar le 1^{er} avril 1729, voir BURCKARD (François), *Le Conseil souverain d'Alsace au XVIII^e siècle*, Strasbourg, 1995, p. 282-284 ; MULLER (Cl.) - EICHENLAUB (J.-L.).

18. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 52.

19. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 61 ; vœux également le 1^{er} janvier 1719, f. 228.

20. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 64.

21. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 289.

manière qu'il y ait cours et qu'on puisse s'en servir pour la dépense ordinaire d'une maison parce que cette frontière tire presque toutes ses denrées de Suisse et d'Allemagne qui n'en sont qu'à très peu de distance et où pareille monnaie n'est point reçue.

D'ailleurs, y ayant près de quarante ans que je sers le roi, j'ai mangé tout mon patrimoine dans son service et je me suis obligé, il y a sept ou huit ans, d'en vendre le dernier immeuble qui était une maison dans la ville de Paris dans laquelle je suis né et où était situé le peu de biens qui me reste, consistant en rentes sur le roi supprimées, en sorte que lorsque les infirmités de la vieillesse que je dois prévoir m'obligeront de céder ma charge à mon fils aîné qui a ma survivance, je n'aurai aucune retraite pour finir mes jours que celle du bénéfice que Son Altesse Royale aurait eu la bonté de donner à mon fils, sentant bien qu'il ne me restera pas assez de revenu pour subsister à Paris... Voilà les raisons qui ont poussé Son Altesse Royale et l'ont porté à faire réponse qu'il fallait vous prier de mettre mon fils sur la feuille afin qu'un ancien officier trouvât sur la fin de ses jours un asile et les secours dont on a besoin dans cet instant. Son Altesse Royale a encore dessein de me mettre en état de soutenir, comme j'ai fait par le passé, mes enfants dans le service : l'aîné dans la charge d'avocat général au Conseil Supérieur d'Alsace et son cadet dans le régiment de Navarre. Je vous supplie très humblement d'écouter avec bonté mes raisons et de m'accorder une protection auprès de Son Altesse Royale. Mes longs services semblent le mériter ainsi que le sacrifice que fait un homme né dans le cœur du royaume de venir servir le roi en Allemagne et de se priver aussi longtemps de la douceur de vivre avec ses compatriotes et ses proches.

Après le premier président, c'est au tour de l'intendant lui-même, d'Angervilliers²², de quémander, dans une lettre écrite à Strasbourg le 10 décembre 1720 :

Le cardinal de Rohan m'a fait l'honneur de me dire pendant son dernier séjour en Alsace qu'à sa recommandation M^{gr} le duc d'Orléans avait bien voulu destiner sur un évêché une pension de 1 500 livres pour un jeune ecclésiastique de mes parents qui est actuellement dans un séminaire à Paris. C'est le même que j'ai eu l'honneur de vous présenter et en faveur duquel vous m'avez fait la grâce de me faire espérer vos bons offices²³.

22. Nicolas Prosper Baun d'Angervilliers, né le 15 janvier 1675, époux de Marie Anne de Maupeou, intendant du Dauphiné de 1705 à 1715, puis d'Alsace de 1715 à 1724, enfin de Paris de 1724 à 1725, secrétaire d'Etat au département de la guerre de 1728 à 1740, décédé à Marly le 15 février 1740, voir SPACH (Louis), « Lettres écrites à la Cour par d'Angervilliers », *Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace*, 1878, p. 1-162 ; *D.B.F.*, t. II, 1936, p. 1 113-1 117 ; LIVET (Georges), « Intendants », *E.A.*, t. 7, 1984, p. 4 280-4 281.

23. *A.M.A.E.* Paris, t. 38, f. 306.

Et le gouverneur de la province, le maréchal Du Bourg²⁴ n'en est pas en reste dans une lettre, de Strasbourg, du 21 avril 1721²⁵ :

« L'ancien abbé général de Saint-Antoine me mande que l'abbesse de Chazau à Lyon y est morte le 10 avril. Je viens vous supplier d'avoir la bonté de représenter à Son Altesse Royale qu'elle ait celle de donner à une de mes filles, nommée Du Maine, religieuse âgée d'environ 37 à 38 ans, au mois d'août 1719, cette abbaye sur le compte qu'on lui avait rendu que l'abbesse était morte ». Le maréchal remercie « des soins que vous vous étiez donnés pour procurer à ma fille cette satisfaction » et demande au Régent confirmation « de la grâce qu'il a faite à sa fille. »

Quand les abbayes bénédictines suscitent la convoitise

Durant la Régence, les deux abbayes bénédictines d'Ebersmunster et de Munster connaissent bien des turbulences, essentiellement parce que leur revenu attire la cupidité. Débutons par Ebersmunster²⁶. Le 29 septembre 1718, l'abbé Riccius²⁷ demande l'aide du ministère pour ordonner que la pension que lui doit l'abbaye soit versée²⁸. C'est surtout un mémoire, du 21 juin 1723, sur l'affaire du démembrement d'un tiers du revenu de l'abbaye d'Ebersmunster pour l'entretien des curés royaux d'Alsace qui retient l'attention²⁹.

Le mémoire commence en ces termes :

Après la reddition de la ville de Strasbourg, le feu roi donna de nouvelles marques de son zèle pour le rétablissement de la catholicité en Alsace. Un grand nombre de protestants se convertit³⁰, de manière que l'on fut obligé d'établir dans les diocèses de Strasbourg, Bâle et Spire, plusieurs curés pour les lieux où

24. Léonor Marie du Maine, comte Du Bourg, né le 14 septembre 1655, époux en première nocces de Marie Le Goalès, gouverneur de la province d'Alsace depuis 1713, décédé le 15 janvier 1739, voir LIVET (G.), « L'autorité militaire à Strasbourg sous l'Ancien Régime : gouverneurs et commandants en chef de la province et de la ville », *Revue Historique des Armées*, n° 3, 1981, p. 38-40 et « Bourg », *NDBA*, n° 4, 1984, p. 319-320.

25. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 341.

26. Sur cette abbaye, BORNERT (René), « Les fresques de l'église abbatiale d'Ebersmunster », *Archives de l'Église d'Alsace*, 44, 1985, p. 125-160.

27. Jean François Riccius, né à Bad Bentheim vers 1666-1670, assesseur à l'officialité en 1705, remplaçant du vicaire général après 1714, vicaire général en 1739, décédé à Strasbourg le 12 mai 1756, cf. CHÂTELLIER (L), « Riccius », *NDBA*, n° 31, 1998, p. 3 189-3 190.

28. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 136.

29. A.M.A.E. Paris, t. 37, fs. 340-348.

30. Sur les conversions, cf. CHÂTELLIER (L), *Tradition chrétienne*, p. 480 ; GUTH (Jean-Georges), *Les Protestants de Strasbourg sous la Monarchie française (1681-1789) : une communauté distincte?*, Strasbourg, 1997, p. 878-888 et 895-896 ; MULLER (Cl.), « Wir haben den selben Herrgott. Luthériens et catholiques en Alsace au XVIII^e siècle », dans *Terres d'Alsace, Chemins d'Europe. Mélanges offerts à Bernard Vogler*, P.U.S., 2003, p. 423-445.

il n'y avait auparavant que des ministres luthériens... On assigna à ces curés des pensions sur le trésor, employées à leur subsistance³¹.

L'auteur poursuit : « Dans la discussion qui a été faite des moyens d'établir des fonds certains pour leur entretien, on a trouvé qu'il n'y avait aucun secours à espérer, ni des anciens curés, ni des chapitres. Les curés en Alsace n'ont que la subsistance nécessaire et honnête ».

Où trouver l'argent ?

Dans ces provinces, il se rencontrait plusieurs abbayes riches peu utiles à l'Église, ne contribuant point à l'instruction et peu à l'édification, les études y étant médiocres et la vie assez relâchée quoiqu'elle ne fût pas scandaleuse. Parce que ces monastères ne sont point sur un certain pied en Alsace, la noblesse et la bonne bourgeoisie aurait de la peine à y voir entrer aucun de leurs enfants, aussi ne sont-ils presque remplis que de personnes de vile extraction ou des étrangers qui apportent peu d'éducation. Ces raisons ont déterminé à chercher dans les abbayes des fonds nécessaires. Comme le cardinal de Rohan a, plus que tout autre, soutenu les intérêts de ces pauvres curés³² et qu'il a été le plus attentif à leur faire toucher la pension de Sa Majesté, aussi a-t-il cherché avec plus de zèle les occasions d'établir les fonds nécessaires.

L'auteur du mémoire explique alors le procédé retenu : « La mort du dernier abbé d'Ebersmunster^{32a} lui en fournit une qu'il a suivie », rappelant que l'abbé ne prend point de bulle et qu'il est confirmé par l'évêque.

Le cardinal de Rohan, ayant pris l'ordre de Son Altesse Royale, fit examiner cette affaire par deux célèbres avocats qui convinrent qu'il fallait poursuivre l'extinction du titre abbatial d'Ebersmunster et l'union de la mense abbatiale à l'évêché de Strasbourg pour en être distribué les revenus aux curés³³. Sur le rapport que fit le cardinal de Rohan à Son Altesse Royale, il en reçut ordre de suivre lui-même cette affaire à Rome, où il devait se rendre incessamment.

Rohan y rencontre le cardinal Corradini « plein de zèle, approuvant l'œuvre » et suppose que l'affaire se présente bien, « dans la confiance qu'il prit dans les paroles de Corradini ». Mais l'affaire « n'est que commencée quand le cardinal de Rohan est parti de Rome. L'abbé de Riccius l'a suivie. Il a essuyé bien des incidents suscités par la résistance et l'intrigue des religieux d'Ebersmunster ».

31. MULLER (Cl.), « Simultaneum », *L'Encyclopédie de l'Alsace*, t. 11, 1985, p. 6896-6903.

32. CHÂTELLIER (L), *Tradition chrétienne*, p 305-325.

32a. « Mort de Jean Jacques Sengler, abbé d'Ebersmunster à l'âge de 74 ans. Sa charge devait rester vacante pendant quatre années entières » relève Bernard de Ferrette, voir *Revue Catholique d'Alsace*, 1894, p. 470.

33. Sur les bénédictins en Alsace, voir VOLK (Paul), *Das Werden der Strassburger Benediktiner-Kongregation*, Strasbourg 1937 (réunit plusieurs articles parus dans *Archiv für elsässische Kirchengeschichte*, t. 8, 1933 à t. 11, 1936) et BORNERT (René), « Bénédictins », *L'Encyclopédie de l'Alsace*, t. 1, 1982, p. 548-549. Allusion des difficultés dans METZ (René), *La monarchie française et la provision des bénéfices ecclésiastiques en Alsace*, Strasbourg 1947, p. 117.

Et le mémoire de conclure :

Il n'y a pas plus de difficultés d'imposer des pensions sur les abbayes d'Alsace que sur les autres abbayes de tous les pays nouvellement conquis de Flandre, de Franche-Comté, du Roussillon... Sauf meilleur avis, on croit que Sa Majesté ne doit pas abandonner ses premières vues si justes, si religieuses et si importantes à la catholicité d'Alsace.

Les menaces qui pèsent sur l'abbaye de Munster paraissent tout aussi sérieuses. En témoigne cette lettre du 16 mai 1714 :

Le comte Du Luc, ambassadeur en Suisse, a envoyé un mémoire à la Cour contre l'abbaye de Munster, par lequel il écrivait que Sa Majesté pourrait disposer de cette abbaye d'une manière avantageuse au roi et qui ne serait point désagréable au Saint-Siège. Cet avis a arrêté l'élection d'un abbé dans cette abbaye et traverse les démarches que Madame de Caylus a faites jusqu'ici en faveur d'un religieux de ses parents, sur lequel la communauté de Munster a jeté les yeux pour en faire leur abbé. On supplie le comte Du Luc de ne vouloir point travailler à dépouiller les religieux de l'abbaye du droit incontestable qu'ils ont d'élire leur abbé. On espère même la faveur de sa justice et de sa piété³⁴.

Le sous-prieur de Munster, Gabriel de Rutant³⁵, s'en fait aussi l'écho, le 26 juin 1714, de Paris :

Nous avons essuyé (bien des malheurs) depuis un an passé que notre abbaye est vacante sans que nous ayons mérité un sort aussi funeste. Comme Votre Grandeur a eu la bonté d'agréer que j'eusse l'honneur de la voir quand elle reviendrait à Paris, je prendrai simplement la liberté de lui dire que, suivant une lettre de M^{gr} Voysin du 26 mai à M^{gr} l'évêque de Bâle, on a fait de nouvelles propositions au roi touchant notre malheureuse abbaye, dont l'exécution doit être concertée à Rome. Les propositions tendent à nous dépouiller d'une partie de nos biens, en supprimant notre titre abbatial, titre un des plus anciens et le plus qualifié de la province. Nous sommes des sujets trop fidèles et trop soumis pour nous éloigner de tout ce qui pourrait être agréable au roi, (mais) un changement aussi considérable ne pourrait qu'alarmer tout le clergé de la province.

Et Rutant de demander la conservation du privilège³⁶.

Une lettre de Voysin à Torcy, de Versailles, le 22 août 1714, est plus explicite :

Le projet d'unir la mense abbatiale à l'évêché que l'on propose d'ériger à Lausanne diffère de nommer des commissaires pour l'élection d'un abbé de Munster. Vous avez adressé au cardinal de la Trémoille les ordres et les instructions pour demander au pape l'établissement de cet évêché. Un religieux de l'abbaye,

34. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 258.

35. MULLER (Cl.), « L'élection de Gabriel de Rutant, abbé de Munster, en 1714 », dans *Annuaire de la société d'histoire de Munster*, t. 54, 2000, p. 165-168.

36. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 6. Cet épisode n'est pas connu de METZ (R.), *op. cit.*, p. 89-90.

parent de Pajot, prétend avoir été nommé par les religieux et sollicite ses bulles en Cour de Rome. Cette démarche est contre toute règle, car on accorde des bulles à aucun abbé sans la nomination du roi³⁷.

Mais l'abbaye réussit à se sauver. Le 10 septembre 1714, le prince-évêque de Bâle écrit à la Cour : « Ma charge de pasteur ordinaire m'oblige de vous importuner encore au sujet de l'abbaye de Munster, sans chef depuis longtemps pour vous faire ressouvenir de ces pauvres pères ». Le 20 novembre 1714, dom Gabriel de Rutant annonce la fin de l'attente à l'évêque : « Le roi a permis de procéder librement et canoniquement à l'élection d'un nouvel abbé »³⁸. L'élection a lieu en définitive le 23 novembre 1714.

Toutes ces turbulences expliquent cette lettre du 19 janvier 1720 de l'abbé de Beroldingen, abbé de Murbach et Lure à Versailles :

Je prends la hardiesse de venir me jeter au pied de Votre Altesse Royale pour implorer sa protection et pour une personne et pour les abbayes unies de Murbach et de Lure qui m'ont été confiées en cas que le comte de Loewenstein vint à décéder. Le cas vient d'arriver et Dieu l'a appelé de ce monde le 19 janvier entre huit et neuf heures du matin, après avoir reçu les saints sacrements avec une dévotion très exemplaire. J'ai cru que mon premier soin devait être, dans cette occurrence, d'offrir à Votre Altesse Royale mes soumissions et le zèle avec lequel j'ai l'honneur d'être dévoué à son service³⁹.

Argent, foi et politique : la France et l'évêque de Spire

Comme le cardinal de Rohan, le prince-évêque de Spire est à la fois souverain temporel et chef spirituel, mais il est de plus prince possessionné étranger, c'est-à-dire résidant hors du royaume, possédant des terres à l'intérieur des frontières françaises, entre Wissembourg et Lauterbourg. Le mélange des genres, déjà relevé, entre pouvoir et religion et surtout le problème de la souveraineté expliquent les relations tendues entre la monarchie et les différents princes-évêques qui se succèdent.

Lorsque le Régent accède au pouvoir, le prince-évêque de Spire se nomme Henri Hartard, baron de Rollingen, en place depuis 1711. Comme la paix conclue à Rastatt en 1714 confirme le traité de Ryswick, l'évêque de Spire est en droit de se remettre en possession du bailliage de Lauterbourg. Aussi manifeste-t-il aussitôt son intention de se faire prêter solennellement foi et hommage par ses justiciables d'Alsace et de donner à cette cérémonie « tout l'éclat dont elle pourrait être susceptible ». Il prévoit d'élever au milieu de la place de Lauterbourg un trône surmonté d'un baldaquin,

37. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 8.

38. Archives de l'Ancien Évêché de Bâle à Porrentruy, A 56/3.

39. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 276.

de placer des deux côtés du trône deux fauteuils pour deux chanoines de Spire, construire un amphithéâtre pour les spectateurs de distinction, et de faire parader une garde de hussards épiscopaux. « Tout l'extérieur devait représenter dans toute sa pompe la réception d'un serment de fidélité prêté à un souverain d'Allemagne ». Le Conseil souverain d'Alsace fait savoir à l'évêque, le 19 janvier 1715, qu'avant de prendre possession de son bénéfice, il devait prêter serment de fidélité au roi de France. Mais Hartard refuse et la cérémonie tourne court.⁴⁰

Dès lors, les incidents se multiplient. Le maréchal Du Bourg signale, de Strasbourg, le 21 mars 1716, que le conseiller intime de l'évêque de Spire, Driechs, proteste parce que « la garnison de Lauterbourg faisait quelques dégâts dans les bois de l'évêché de Spire »⁴¹. En avril 1718 est arrêté à Landau un juif accusé d'avoir commis plusieurs vols dans des églises des environs de Lauterbourg. L'évêque de Spire demande que le délinquant lui soit livré pour le faire juger. Mais pour les Français, la remise équivalait à la reconnaissance de la souveraineté de l'évêque sur le bailliage. Aussi décident-ils de le faire juger à Strasbourg⁴². Peu après les agents épiscopaux arrêtent un deuxième juif complice du premier. Sur une suggestion de l'intendant, les Français le font évader de la prison de Lauterbourg. Du Bourg relate l'incident le 13 avril 1716 et ajoute encore :

Je suis bien aise que vous avez approuvé à ce que j'avais fait savoir au sieur Willemann concernant les paysans armés de son bailliage que l'évêque de Spire a demandé, ce qui n'est point contraire à la souveraineté du roi⁴³.

La même année 1718, l'intendant d'Angervilliers transmet une plainte de Georges Gouget, adjoint général des gabelles du roi, disant que, depuis la paix de Rastatt,

« il a souffert et souffre encore de pertes très considérables » dans les bailliages de Lauterbourg, Saint-Rémi, Altenstadt et Seltz. De la Houssaye ne lui a pas donné l'état des limites de la souveraineté de Sa Majesté dans la Basse-Alsace à cause de quelques difficultés qui étaient pour lors entre Sa Majesté et les puissances étrangères

et surtout il « lui défend verbalement de percevoir aucun droit ». Gouget attend avec impatience l'installation « de poteaux aux armes du roi et de bureaux, pour taxer les marchandises et denrées, juifs, chevaux et bestiaux »⁴⁴ (sic).

40. STREICHER (Jean-Claude), « Comment Lauterbourg est devenue française (1678-1815) : histoire d'un bailliage contesté », dans *L'Outre-Forêt*, n° 31, 1980, p. 30-42.

41. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 32.

42. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 46 ; épisode aussi relaté par STREICHER (J.C.), art. cité, p. 35.

43. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 57.

44. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 149.

Ultime tentative d'un vieillard, Henri Hartard charge un mandataire de prendre possession du bailliage de Lauterbourg à sa place le 25 mars 1719. Mais la prise de possession est déclarée nulle par le Conseil souverain d'Alsace une semaine plus tard, le 2 mai. Le 30 novembre 1719, Henri Hartard de Rollingen décède à l'âge de 86 ans. Ce n'est pas lui faire injure que d'affirmer que le nouveau prélat, Damien Hugues Philippe de Schoenborn, possède une dimension supérieure. Les rapports qui parviennent immédiatement à Versailles indiquent la rupture. Le 17 mars 1720, d'Angervilliers adresse un mémoire pour l'abbé Dubois. « On écrit à d'Angervilliers que la Régence de Spire a envoyé ordre aux officiers du bailliage de Lauterbourg de ne recevoir pour droits seigneuriaux que des espèces de l'Empire ou celles de la France dans leur valeur intrinsèque », allusion au système de Law ? Puis le mémoire poursuit :

La souveraineté sur ce bailliage est contestée au roi par l'Empire. C'est ce qui fait que l'évêque de Spire cherche à se procurer des titres pour établir son prétendu droit qui est très mal fondé. D'Angervilliers propose qu'il soit rendu par lui une ordonnance portant que dans le bailliage de Lauterbourg et autres lieux où la souveraineté est contestée au roi, on sera obligé de se servir des espèces de France et suivant le cours qu'elles ont dans le royaume.

Le même rapport du 17 mars 1720 signale un autre problème :

L'évêque de Spire a envoyé des ordres dans toutes les paroisses de son diocèse situées en Alsace de faire des services solennels et des funérailles pour la feue impératrice. Il est certain que de pareils ordres ne peuvent avoir été envoyés que dans le même dessein de prétendre que ces paroisses sont dépendantes de l'Empire. D'Angervilliers propose qu'il soit écrit au comte Du Bourg d'envoyer de lui-même une permission là-dessus et de la faire enregistrer dans les livres des communautés. Par ce moyen, ces services et ces funérailles pourront être regardés comme une démarche purement gratuite de notre part ou comme un retour des services funèbres que l'empereur a fait rendre à la mémoire du feu roi⁴⁵.

En conclusion de son rapport, l'intendant sollicite, vu le contexte particulier de l'Alsace, de pouvoir représenter au mieux le pouvoir monarchique :

Il paraît souvent à Strasbourg des principaux officiers des princes voisins du Rhin. D'Angervilliers tâche de les bien recevoir, ce qui lui attire les compliments et les civilités de la part de ces princes et des invitations pour les aller voir et se trouver à des parties de chasse qui sont dans les confins d'Alsace, entre autres l'Electeur Palatin et le prince héréditaire de Darmstadt. D'Angervilliers demande s'il plairait à Son Altesse Royale de lui donner une permission par écrit d'aller dans les cours des princes voisins du Rhin, lorsqu'il jugera à propos.

45. A.M.A.E. Paris, t. 38, fs. 279-280.

Il peut se trouver des occasions où Son Altesse Royale aurait quelque chose à faire dire à ces princes et à leurs ministres et cela se pourrait faire avec moins d'éclat pour d'Angervilliers qui trouverait une occasion naturelle d'aller chez eux que par le ministère de quelqu'un que l'on ferait partir exprès d'ici⁴⁶.

Une semaine plus tard, le 23 mars 1720, d'Angervilliers revient sur la question :

Je suis persuadé qu'il vous paraîtra que les officiers de l'évêque de Spire parlent un peu trop affirmativement pour la souveraineté de l'Empire et que vous jugerez qu'il convient de les arrêter par les mêmes armes qu'ils nous attaquent, c'est-à-dire par des ordonnances contraires aux leurs.

L'intendant se préoccupe aussi de l'avenir de Willemann :

Le bailli de Lauterbourg qui m'écrit est un homme très sage, très intelligent et très zélé pour le service du roi. Il fut établi dans cet emploi pendant la guerre par De La Houssaye. Il a été depuis conservé par le feu évêque de Spire, tant parce que c'est un bon sujet que parce que ce prélat avait toujours de grands égards et des ménagements pour la France. Le bailli témoigne à la fin de sa lettre qu'*il craint que le cardinal de Schoenborn, à présent évêque de Spire ne prenne le pas de l'ôter. Je ne vois pas trop, le cas arrivé, comment nous pourrions l'empêcher, puisque la nomination des baillis dépend des seigneurs haut justiciers.* Je vous supplie de me permettre de l'assurer par avance que si l'attention avec laquelle il a soin de vous avertir de tout ce qui se passe et de veiller aux intérêts de Sa Majesté venait à lui attirer la perte de son office, on tâcherait de ce côté-ci de le dédommager⁴⁷.

De fait, les chicanes procédurières recommencent. Le 20 avril 1720, le Conseil d'Etat évoque une constitution de rente des ordres mendiants (carmes, augustins, dominicains, récollets) de Spire⁴⁸. Le bras de fer entre la monarchie française et les princes-évêques de Spire va perdurer pendant tout le XVIII^e siècle.

Le nationalisme et la religion

Qui ne connaît pas la formule « Dieu et le roi » ? Mais, en Alsace, pendant la Régence, il faudrait plutôt écrire « la monarchie et Dieu », tant il est vrai que « le Saint-Esprit est aux ordres du roi », selon la formule chère à Georges Livet. De nombreux exemples témoignent de la volonté du contrôle de l'administration royale sur le clergé, notamment régulier. L'ingérence dans toutes les élections d'abbés ou de supérieurs, pour mieux accroître la main-mise sur les communautés, paraît être une règle immuable.

46. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 283.

47. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 284.

48. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 286.

Citons ce « mémoire concernant l'élection à Neubourg », anonyme, sans date⁴⁹, mais vraisemblablement de début 1715, vu le contexte.

L'auteur pose d'abord le problème :

L'abbaye régulière de Neubourg, ordre de Cîteaux, en Alsace, est vacante par le décès de dom Vireau de Sombreuil, dernier abbé. Il s'agit de procéder à l'élection d'un nouveau (sic) abbé, suivant la permission que les religieux profès ont obtenu du roi et de Son Altesse Royale le duc d'Orléans. Il y a deux religieux profès en cette maison qui aspirent à être élus et sur lesquels on pense que les voix tomberont.

Suit le portrait d'un de ces prétendants :

Le premier s'appelle dom Charles Perrin⁵⁰ qui depuis cinq à dix années est pourvu sous toutes les formes, par bulles et brevet du roi, d'une abbaye assez considérable appelée Eusersthal, située près de Landau, de 25 000 livres de rentes, dont à la vérité il n'est pas en entière jouissance à cause de quelques difficultés que lui a formées le prince palatin qui sont prêtes à être terminées en sa faveur. Il jouit par arrêt du Conseil souverain d'Alsace de tous les biens que cette abbaye possède sur les terres du roi en Alsace, dont le revenu est de 9 000 à 10 000 livres de rente. Il fait sa résidence dans un prieuré près de là dont il est encore titulaire. Non content de ceci, étant sur les lieux, il brigue fortement les voix des religieux de l'abbaye de Neubourg, dont il voudrait encore être abbé, quoiqu'il ait pris possession de son abbaye et se doit faire bénir. Il est à remarquer que, s'il parvenait à ses fins, il serait obligé d'abandonner ses droits et jouissance sur l'abbaye d'Eusersthal, ce qui ferait un tort considérable à l'Etat, parce que le prince palatin se rendrait absolument le maître de cette abbaye, qu'il la donnerait à un séculier étranger comme il a fait ci-devant, qui certainement ne serait pas affectionné à la France comme il convient très fort qu'un abbé de cette maison le soit et de plus ce serait une perte très grande pour l'ordre qu'une abbaye de cette conséquence.

Le deuxième candidat a les faveurs du rédacteur du mémoire :

L'autre religieux profès de cette abbaye de Neubourg s'appelle dom Benigne Berouin⁵¹, natif de Dijon en Bourgogne, lequel depuis vingt-neuf à trente ans qu'il est religieux a passé par toutes les charges de son ordre, ayant commencé par être sous-prieur de l'abbaye de Pigny dont il fut tiré pour être prieur de l'abbaye de Haute-Seille pendant quatre ans. Ensuite son abbé l'ayant

49. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 273.

50. KAMMERER (Louis), *op. cit.*, n° 3 826. Il est décédé à Neubourg le 14 mars 1724, mention dans le registre paroissial de Saint-Pierre-le-Jeune Strasbourg. Oncle d'Antoine Prudent Perrin, chanoine de Saverne (KAMMERER, n° 3 824), de Zénobie Joseph Perrin, chanoine de Neuwiller (n° 3 828), de François Thomas Perrin, chanoine de Neuwiller (n° 3 827) ; grand-oncle d'Armand Prosper Bergeret, chanoine de Saint-Pierre-le-Jeune (n° 332), de Tryphon et Philippe Demougé, tous deux prébendiers de Saint-Alexis à Saint-Pierre-le-Jeune (n° 1 016 et 1 019).

51. MULLER (Cl.), « Les cisterciens de Neubourg au XVIII^e siècle », dans *Etudes Haguenoviennes*, t. 24, 1998, p. 8, n° 4.

appelé, il a exercé la charge de procureur dans l'abbaye de Neubourg pendant neuf à dix années et comme cette abbaye a été très longtemps le théâtre de la guerre et qu'étant fortifiée pour lors il y avait une garnison très considérable, tantôt des troupes de France et tantôt des ennemis⁵², il a rendu à l'Etat et à sa maison des services importants dont on laisse aux généraux qui ont commandé dans la province, aux officiers et surtout à Le Pelletier de La Houssaye qui était pour lors intendant de lui rendre la justice qui lui est due, laquelle étant finie il a plu à ses supérieurs de l'envoyer à Paris pour y exercer la charge de procureur général de l'ordre pour la filiation de Pontigny, dont il s'acquitte d'une manière si louable et édifiante que les abbés de Cîteaux, général de l'ordre, de la Ferté et de Pontigny, premiers pères du dit ordre en donnent tels témoignages et assurances que l'on peut désirer prenant par tous les trois beaucoup de part dans cette affaire.

La conclusion ne fait aucun doute :

C'est pourquoi, s'il plaisait à la Cour d'interposer son autorité pour que le nommé Charles Perrin, abbé d'Eusersthal, mit fin à ses brigues et empêcher qu'il ne quittât son abbaye pour les raisons susdites et le dit Benigne Berouin pourrait parvenir à être abbé de cette maison, en y remplissant tous les devoirs nécessaires pour le bien de l'Etat, de son ordre et sa maison de profession.

Il n'est pas inintéressant de signaler le résultat de l'élection : le 23 décembre 1715, Jacques Gacier d'Auvilliers⁵³ est élu abbé de Neubourg. A une époque où la naissance implique la compétence, ni Perrin, ni Berouin ne peuvent rivaliser.

Si la monarchie s'intéresse ponctuellement aux ordres religieux lors des élections, elle est aussi agacée par un phénomène structurel, ainsi qu'il apparaît dans une note du maréchal de Villars à Du Bourg le 25 février 1717 :

L'abbé général de Cîteaux a donné ordre à l'abbé de l'abbaye de Salem, située en Souabe, de visiter extraordinairement tous les monastères de la congrégation de cet ordre de la Haute Allemagne dans laquelle les abbayes d'Alsace sont comprises. Son Altesse Royale, à qui j'en ai rendu compte a non seulement approuvé les défenses que vous avez faites à l'abbé de Neubourg de recevoir cette visite, mais elle m'a ordonné de mander à l'abbé général de Cîteaux que pour faire la visite des abbayes d'Alsace il doit commettre un Français, n'étant pas d'usage que des étrangers en viennent faire de pareilles dans les abbayes situées sur les terres de l'obéissance du roi⁵⁴.

52. PERNY (Pierre) et POMMOIS (Lise), *La guerre de 1701-1714 dans le Ried Nord, Annuaire de la société d'histoire et d'archéologie du Ried Nord*, n° 19, 2001, 351 p.

53. MULLER (Cl.), « Gacier d'Auvilliers », *NDBA*, n° 12, 1988, p. 1 092.

54. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 108.

Voici le problème clairement posé : couvents et abbayes alsaciens, au-delà du seul ordre cistercien, dépendent d'une organisation suisse ou allemande ; et cela ne convient pas à la monarchie française.

Un premier signe avant-coureur du mécontentement s'entrevoit dans un « mémoire de 1717 sur l'ordonnance de Sa Majesté donnée à Versailles le 5 mai 1703 par laquelle il est défendu aux abbayes et couvents de recevoir aucunes personnes qui ne soient nés sujets de Sa Majesté »⁵⁵. Mais, l'auteur montre aussi la difficulté d'application de cette ordonnance, à cause de la Suisse,

qui reçoit sans difficultés tous les sujets de Sa Majesté tant de l'un que de l'autre sexe dans toute la principauté et même la cathédrale de Bâle dont la plupart des chanoines et ceux-même qui président les premières dignités sont sujets de Sa Majesté.

Et l'auteur d'ajouter que l'on trouve des Alsaciens « dans les églises collégiales de Moutier et de Saint-Ursanne et dans tous les cloîtres et abbayes de l'évêché de Bâle. La princesse abbesse de Schönis et la plupart des dames sont d'Alsace, quoique cette abbaye soit dans le canton de Switz, n'y ayant même aucune Suissesse ». « Les abbesses de Seeking et d'Olsperg et la plupart des dames sont d'Alsace, quoique ces abbayes sont situées dans les Forêts Noires et sous la protection des Suisses », poursuit-il.

L'on les reçoit de même dans les chartreuses de la Pardieu et Valsainte et autres monastères de Suisse. L'on sait cependant la difficulté de recevoir dans l'abbaye de Murbach⁵⁶ la profession du jeune Gleresse, dont le père a été au service du roi, dont la mère est d'Alsace, l'oncle grand maître de l'évêché de Bâle et son propre oncle à lui religieux dans l'abbaye.

Un objectif prioritaire : la province capucine d'Alsace

Au début du XVIII^e siècle (et c'est encore vrai à la fin du siècle), les capucins sont, de loin, les religieux les plus nombreux en Alsace : on en compte 220 en 1721⁵⁷. Les événements se précipitent pour eux à partir de cette lettre du 21 août 1721 de D'Armenonville à Du Bourg :

J'ai conféré avec d'Angervilliers au sujet des religieux étrangers et j'ai rendu compte à M^{sr} le duc d'Orléans... (Il faut) remédier à l'abus que les jésuites et les capucins ont fait de la condescendance qu'on a eue pour eux sous le règne du feu roi, surtout les capucins qui non seulement ont introduit dans leurs maisons d'Alsace un grand nombre de religieux étrangers, mais ont même retiré les naturels de leur pays pour les transporter dans des couvents étrangers.

55. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 118.

56. INGOLD (A.), « Diarium de Murbach », *Revue Catholique d'Alsace*, 1894, p. 217-222, 376-380, 467-472, ne cite pas cet épisode.

57. MULLER (Cl.), *Les ordres mendiants en Alsace au XVIII^e siècle*, Haguenau 1984, (350 p.), p. 3.

Et de conclure :

« Nous n'accorderons plus de permission aux supérieurs étrangers de venir faire leurs visites dans les maisons d'Alsace qu'en grande connaissance de cause »⁵⁸. Et de rappeler qu'aucun étranger ne peut occuper les places de supérieurs, qu'il n'est pas possible de recevoir à profession aucun sujet étranger sans la permission du roi. « Les jésuites et les capucins ne doivent plus être exempts de cette règle ».

Suite à ces ordres, François Dietremann⁵⁹, subdélégué de l'intendant, se rend au couvent des capucins de Colmar. Dans son rapport du 2 septembre 1721 à Du Bourg⁶⁰, il constate « une affectation trop marquée de recevoir par préférence des novices de nation suisse, quoiqu'il s'en soit présenté très souvent un bon nombre d'Alsaciens qui mériteraient par plusieurs bonnes raisons cette préférence. Le moyen de remédier à cet abus serait de tenir la main à ce qu'il n'y ait que des Alsaciens sujets du roi dans le noviciat de Colmar ». Dietremann ajoute que sur 34 religieux profès passés à Colmar depuis le 1^{er} janvier 1719, seulement deux clercs sont alsaciens, Narcisse d'Ensisheim et Pelegrin de Bergheim, ainsi qu'un frère lai, Candide de Sélestat. Sur les huit novices présents à Colmar début septembre 1721, six sont Suisses (Justinien de Lucerne, Caecilian d'Urselle, Jean Philippe d'Arlesheim, Pacifique de Porrentruy, Mansuet de Delémont, Conrad de Soleure) et deux Alsaciens (Jean Baptiste et Matern, tous deux de Strasbourg). Au même moment parvient à l'administration, une lettre d'un capucin, anonyme, qui remercie Du Bourg « pour nous délivrer de bien de chagrins et mortifications que nous avons souffert de nos pères

58. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 232 et t. 38, f. 348. Cet épisode a été évoqué à partir de sources capucines suisses par MAYER (Beda), *Die alte elsässische Kapuzinerprovinz, Helvetia Franciscana*, t. 13, 1979-1980, p. 25-31 et MULLER (Cl.), *Les ordres mendiants*, p. 138-146. Sur le contexte général, cf. SCHERER (Emil Clemens), « Frankreich und der elsässische Klerus im 18. Jahrhundert », *Archiv für elsässische Kirchengeschichte*, t. 3, 1928, p. 255-300 et statistiques du clergé p. 270-272.

59. François Dietremann, né à Vic-sur Seille le 28 novembre 1656, conseiller au Conseil souverain d'Alsace de 1682 à 1705, décédé à Colmar le 30 mars 1729, cf. MULLER (Claude) - EICHENLAUB (Jean-Luc), *Messieurs. Les magistrats du Conseil souverain d'Alsace et leurs familles au XVIII^e siècle*, Riquewihr 1998, p. 70-73. Il est l'auteur d'un mémoire utilisé par De La Grange, cf. MULLER (Cl.), « Le mémoire sur la Haute Alsace de François Dietremann (1694) », *Annuaire de la société d'histoire de Colmar*, t. 44, 1999-2000, p. 45-64. Son frère est cité par Bernard de Ferrette : « 5 juin 1713 : Alexandre Dietremann quitte l'abbaye régulière de Gorze, près de Metz, et reçoit aujourd'hui l'habit de novice de Murbach en présence d'une assistance aussi noble que nombreuse. Mais février 1714 étant venu, ses idées rebroussèrent chemin et le ramenèrent au foyer paternel. Peu après, il retourna à la poussière d'où il était sorti » (*RCA*, 1894, p. 218). Propos confirmés par Jean Baptiste Haus le 9 février 1714 : « Le frère de Dietremann a quitté son officiat à Murbach » (AAEB Porrentruy, A 56/3).

60. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 355. Confirmation du rapport de Dietremann par Neef, procureur général, t. 38, f. 361.

suisses jusqu'à présent... Nous ne manquerons pas de prier Dieu qu'il vous ait toujours en sa sainte sauvegarde »⁶¹.

Du Bourg, en transmettant le rapport de Dietremann à D'Armenonville, le 30 septembre 1721⁶², ajoute qu'il « a transmis les ordres aux capucins, mais la moitié des places vacantes de supérieurs est occupée par des Suisses ». « Le peu de satisfaction qu'on doit avoir de la conduite qu'ils ont tenu à cette occasion dans ce dernier chapitre » est souligné. Selon lui, « il faut tenir ferme et ne pas souffrir une première fois une pareille contravention aux ordres de Sa Majesté ». Commentant la relation de Dietremann, il ajoute que les capucins « n'ont point d'autres vues que celle de remplir toujours les premières places d'Alsace autant qu'ils le pourront de religieux de la nation suisse, ce qui est très préjudiciable au service du roi ».

La réponse de D'Armenonville à Du Bourg, du 8 octobre 1721, maintient le cap :

Son Altesse Royale m'a ordonné de vous faire faire quelque attention sur la différence qui pourrait être faite à l'égard de ceux des religieux qui sont originaires de Suisse. A l'égard du noviciat que ces religieux ont à Colmar, l'affectation qu'ils ont eue d'y admettre trois étrangers (sic) contre un Alsacien a paru très condamnable. Son Altesse Royale m'a ordonné de vous faire savoir que son intention est que vous les obligeriez à renvoyer les novices étrangers, qui doivent aller dans un noviciat de leur pays⁶³.

Le même jour, Du Bourg envoie à Versailles un état statistique des capucins : 114 seulement sont Alsaciens sur 217, 15 étudient en Suisse⁶⁴. Dans le même temps arrivent en rafale les protestations des religieux : ministre provincial et chapitre de la province de Suisse le 23 septembre, Mansuet gardien de Fribourg le 4 octobre 1721 qui affirme que « le provincial ne peut s'acquitter de son devoir selon Dieu et sa conscience parce qu'il sont opposés à notre Sainte Règle »⁶⁵.

Pour Du Bourg, « le grand nombre de religieux étrangers inspire aux peuples des sentiments très contraires aux intérêts du roi »⁶⁶. Mais la situation se débloque, comme le note encore Du Bourg à d'Armenonville le 8 novembre 1721 :

Il me semble que le père provincial des capucins vient de se mettre en état d'obéir aux ordres de M^{sr} le régent, car il a écrit au père custos d'Alsace de se

61. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 358. Liste des capucins présents en Alsace au 28 septembre 1721, t. 38, f. 352.

62. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 354.

63. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 234 et t. 38, f. 367.

64. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 368 et liste f. 370.

65. A.M.A.E. Paris, t. 38, fs. 382-384.

66. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 397 ; lettre du 27 octobre 1721 à D'Armenonville.

rendre à Soleure le 15 de ce mois pour procéder à nommer des gardiens et des vicaires nés sujets de Sa Majesté »⁶⁷. De fait le gouverneur confirme la nouvelle le 22 novembre 1721⁶⁸.

Un pas supplémentaire est effectué en avril 1722. S'appuyant sur un mémoire, des capucins alsaciens demandent la séparation avec la Suisse. « L'Alsace seule est assez grande pour faire une province à part et avoir un propre provincial sujet du roi »⁶⁹. Ils argumentent :

Il y a en Alsace 11 couvents occupés par 217 religieux dont 95 seulement sont sujets du roi, les autres étant des Suisses... Il paraît naturel de demander que les capucins de la province d'Alsace soient érigés en province... Ce serait augmenter l'aliénation des Suisses qui sont déjà fort agités sur les pertes que plusieurs de leurs sujets font tant en France par rapport aux effets royaux sur le non paiement des pensions que le roi donne de temps à autre au pays⁷⁰.

Le mémoire poursuit :

Quant aux capucins suisses qui s'y tiennent il faudra bien, quelque parti que l'on prenne, les y laisser finir leurs jours et laisser dans l'intervalle de nouveaux sujets suisses faire profession... Il est de fait qu'il y a actuellement un grand nombre de jeunes gens de la province qui se sont présentés pour être admis, ce que le provincial refuse pour se ménager des places en faveur des aspirants de sa nation⁷¹.

Ce mémoire clôt le dossier et l'affaire paraît s'arrêter. En fait, après un moment d'inertie, ce sont les capucins alsaciens eux-mêmes qui réussissent à faire avancer la création d'une province capucine d'Alsace. En décembre 1728, un bref du pape Benoît XIII enregistre le fait⁷² et le P. Patrice Litzler devient le premier provincial de la province d'Alsace en 1729.

Un objectif manqué : des jésuites français

Moins nombreux que les capucins, les jésuites constituent le fer de lance de la reconquête catholique en Alsace au XVIII^e siècle, comme l'a bien montré Louis Châtellier⁷³ et, à ce titre, ils bénéficient de l'appui de la

67. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 435.

68. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 451 : « Le provincial change tous les pères gardiens et vicaires qui sont étrangers ». Etat définitif des capucins, t. 38, f. 464 (11 décembre 1721).

69. A.M.A.E. Paris, t. 37, fs. 265-269.

70. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 279.

71. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 284.

72. MULLER (Claude), *Les ordres mendiants*, p. 146. Bernard de Ferrette note le 15 janvier 1739 : « Eleonor du Maine, comte Du Bourg, maréchal de France, gouverneur d'Alsace, meurt à l'âge de 85 ans. Il fut pleuré par beaucoup de monde, surtout par la gent barbue des capucins », *Revue Catholique d'Alsace*, 1894, p. 690.

73. CHÂTELLIER (Louis), *Tradition chrétienne*, (cf. index), surtout p. 390-477.

monarchie. Un mémoire pour les jésuites du collège de Strasbourg signale cette aide :

Le roi a réuni à son domaine la ville de Seltz⁷⁴ par arrêt du 22 mars 1680. Il a accordé au P. Dez un bénéfice qu'on nommait prévôté que les protestants avaient usurpé depuis près de cent cinquante ans. En 1691 le bénéfice fut donné au collège séminaire de Strasbourg, jusqu'en 1708, temps auquel Stephani, évêque de Spiga⁷⁵, autrefois musicien, puis aumônier de l'Electeur Palatin, surprit des bulles à Rome pour posséder la prévôté de Seltz. Les bulles, supposant le bénéfice simple vacant, n'ont jamais été visées par l'évêque diocésain, signifiées aux jésuites. Stephani voulut prendre possession de ce bénéfice, mais il en fut empêché par de La Houssaye, intendant, à qui Sa Majesté a ordonné de maintenir les jésuites dans leur possession. Les ordres furent exécutés et la jouissance n'a été troublée que de temps en temps pendant la guerre. L'Electeur Palatin a porté sa plainte à Rome, supposant qu'il est patron du bénéfice de Seltz... Au fond l'Electeur Palatin voudrait se faire reconnaître en Cour de Rome souverain de la ville de Seltz, qualité que le roi lui a toujours contesté. Le pape a nommé une congrégation composée de cardinaux et de prélats pour examiner et juger cette affaire qui touche de trop près aux droits du roi. Le 25 août 1714, M^{gr} Passionci déclare qu'on ne peut ôter ce bénéfice au collège de Seltz.

Le 11 avril 1715, de La Houssaye confirme qu'il « est certain que l'évêque de Spiga ne peut avoir droit à ce bénéfice »⁷⁶.

Les jésuites peuvent compter sur l'un des leurs, le Père Laguille⁷⁷, premier véritable historien de l'Alsace, qui est surtout utilisé par la monarchie pour rédiger des mémoires concernant la province nouvellement conquise.

Le P. Laguille, recteur du collège de Strasbourg, est venu l'année dernière pour communiquer ici les mémoires servant à la défense des droits du roi en Basse Alsace. Il a besoin, pour perfectionner et pour étendre ce travail et pour des dépenses de copistes et de voitures, de quelques secours qu'il ne peut attendre que de la bonté de Son Altesse Royale⁷⁸.

74. A.M.A.E. Paris, t. 37, fs. 9-18. Sur cette question, cf. EPP (René), « L'union de la prévôté et du chapitre de Seltz au collège de Strasbourg (1692) », *L'Outre-Forêt*, n° 17, 1977, p. 37-40.

75. Sur l'évêque de Spiga, cf. BÉLY (Lucien), *La société des princes XVI-XVIII^e siècle*, Paris 1999, index.

76. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 27 ; mémoire pour Seltz, t. 37, fs. 38-39.

77. Louis Laguille, né à Autun le 17 octobre 1658, recteur de l'université épiscopale de Strasbourg de 1713 à 1716, provincial de Champagne de 1716 à 1719, revenu à Strasbourg en 1719, décédé à Pont-à-Mousson le 18 avril 1742, cf. BONFILS (Robert), « Laguille », *NDBA*, t. 22, 1994, p. 2180.

78. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 309, sans date, peut-être 1720. Un important mémoire historique et géographique sur les limites de la Basse Alsace du 21 décembre 1720, dans t. 38, fs. 310-336.

Laguille, à Paris⁷⁹ le 4 avril 1721, inspire le long argumentaire juridique sur les difficultés avec l'évêque de Spiga envoyé par l'intendant à Versailles le 22 avril 1723 :

La protection que l'évêque de Spiga a trouvée auprès de Son Altesse Royale et de Votre Excellence doit lui être utile. D'ailleurs les vues de la Cour de Rome en cette occasion étant avantageuse à la religion et il est digne de la piété du roi d'y entrer, mais je ne crois pas aussi que le sacrifice doive aller jusqu'à admettre des clauses dont on pourrait se servir pour resserrer les limites de l'Alsace et la domination du roi. L'accommodement prétendu ne serait véritablement qu'une nouvelle source d'embarras et de procès. Voici donc le plan sur lequel j'estime que l'affaire pourrait être terminée. Sa Majesté consentira à la démembration (sic) des biens situés à la droite du Rhin pour être unis au bénéfice que le pape érigea et qu'il destine à l'évêque de Spiga et ceux qui après lui feront les fonctions de vicaire apostolique et quant aux biens qui seront situés à la gauche du Rhin le pape confirmera l'union qui a déjà été faite de ces biens au collège de Strasbourg⁸⁰.

Laguille lui-même intervient auprès du ministre :

Permettez-moi de faire souvenir à Votre Excellence que le collège de Strasbourg aura un besoin particulier de votre puissante protection pour son affaire de prévôté de Seltz. Rome diffère toujours de la terminer et quelques princes voisins de cette province nous retiennent une grande partie des revenus de ce bénéfice. Votre Excellence trouvera dans les papiers du cardinal Du Bois une dépêche communiquée par le cardinal de Rohan qui a reçu une lettre du nonce qui lui mande que l'affaire de Seltz se décidera facilement lorsque Son Altesse sera de retour à Paris⁸¹.

Ces missives ne doivent pas masquer le fait que les jésuites connaissent, comme les capucins, des turbulences et se trouvent dans l'œil du cyclone. Les difficultés commencent avec cette lettre de Du Bourg à d'Armenonville le 3 octobre 1721⁸² :

Les jésuites sont dans une disposition beaucoup moins soumise aux ordres du roi que ne le sont les capucins. Je dois cependant observer que le nombre d'étrangers qu'ils prétendent laisser dans leurs maisons, sous prétexte qu'ils en ont besoin pour soutenir les classes de leur collège, ne doit point leur être admis et qu'il conviendrait même fort de ne laisser enseigner en Alsace que dans les vrais collèges de jésuites français qui sont de notre province de Champagne, l'un à Ensisheim, l'autre à Colmar, le troisième à Strasbourg, étant plus que suffisant pour l'éducation de la jeunesse qu'il est nécessaire d'élever dans les études. Peu à peu, de cette manière, les collèges qui sont en ce pays de la province

79. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 339.

80. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 342.

81. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 338 ; REUSS (Rodolphe), « Journal du voyage et du séjour que le père Louis Laguille a fait à Paris pour l'affaire de Seltz », *Revue d'Alsace*, 1896, p. 5-23.

82. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 365.

d'Allemagne tomberaient. Ces collèges de jésuites allemands y sont très à charge ne servant qu'aux paysans et gens de métier qui s'en trouvent à portée, lesquels *y font étudier leurs enfants au lieu de les élever suivant leur état*, ce qui nous fait manquer de laboureurs et d'artisans. Tous ces jeunes étudiants se répandent dans la province, après avoir été au sortir de leur classe chez des procureurs ou avocats. Non seulement ils y sont inutiles, mais même très dangereux par les insinuations pernicieuses de chicane qu'ils inspirent aux paysans... Le mieux à mon sens serait de ne point souffrir de religieux étrangers dans leurs collèges.

Du Bourg paraît s'appuyer sur une note du magistrat de la ville d'Ensisheim demandant la suppression de trois collèges à Thann, Rouffach et Guebwiller⁸³.

Dans la province, il y a douze collèges ou écoles dont sept tenus par les jésuites, trois par les dominicains, un par les cordeliers et un par les récollets. Les collèges jésuites de Strasbourg, Colmar et Ensisheim sont trois maisons de la province de Champagne et les régents y donnent les leçons également en allemand et en français. Elles sont sous le gouvernement d'un provincial français. Les quatre autres collèges jésuites sont Sélestat, Rouffach, Molsheim et Haguenau. Celui de Rouffach est assez inutile. Il n'est éloigné que de trois à quatre lieues de Colmar où il y a un collège. Une école de cette espèce dans un lieu de campagne ne sert qu'à éloigner du commerce et de la culture des terres des gens qui par leur naissance devraient suivre l'une et l'autre de ces professions. On a dit que dans ces quatre collèges, on ne se sert pour les leçons que de la langue allemande. Il paraît qu'il serait très convenable d'y introduire, du moins à Sélestat et à Haguenau, l'usage de la langue française. A Molsheim, les Français qui sont en Alsace, les Lorrains, les gens du pays messin y envoient leurs enfants pour apprendre l'allemand. C'est peut-être pour cette raison pour n'y point introduire la langue française.

La même note évoque aussi les écoles des cordeliers, des dominicains et des récollets. Il n'est peut-être pas inutile de citer les arguments avancés par le magistrat d'Ensisheim.

Les cordeliers tiennent une école à Thann et enseignent publiquement les humanités et la rhétorique ; ils ne se servent que de la langue allemande. Ce collège paraît assez inutile dans un lieu comme Thann. Il ne faut que défendre aux religieux d'admettre dans leurs classes aucuns externes. Ils n'ont aucun titre pour enseigner. Les dominicains enseignent à Colmar, à Sélestat et à Guebwiller la philosophie et reçoivent des externes. Comme les jésuites à Sélestat et Colmar, ils enseignent dans deux villes où il y a des bourgeois en état de faire étudier leurs enfants. Les récollets, à Saverne en 1715, sur réquisition verbale du magistrat, ont commencé à établir les trois basses classes dans lesquelles ils n'ont point la langue française. La ville de Saverne est assez éloignée des autres où il y a des collèges. C'est d'ailleurs le chef-lieu de l'évêché et la résidence de l'évêché. Il y tient tribunal de la Régence. Il n'est pas par conséquent hors de convenance que

83. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 251 ; (vraisemblablement une copie) du 2 mars 1722.

quelques jeunes gens s'y forment pour l'étude à se rendre susceptible de pouvoir entendre leurs affaires. Il serait seulement à désirer qu'on y introduit l'usage de la langue française.

Revenons aux jésuites. Le maréchal Du Bourg, citant la note du magistrat d'Ensisheim, indique le 27 octobre 1721⁸⁴ :

Si l'on jugeait à propos de ne point laisser enseigner les jésuites à Sélestat et à Molsheim, je n'y vois pas grand inconvénient. Car Sélestat n'est qu'à quatre petites lieues du collège de Strasbourg. Pour Haguenau, je pense de même que d'Angervilliers qu'il est nécessaire d'y laisser le collège des jésuites qui y est pour instruire les enfants de la Basse Alsace qui seraient trop éloignés des autres collèges.

La réponse de d'Armenonville du 12 novembre 1721 stoppe le processus⁸⁵ : « Rien ne presse actuellement quant à la suppression des collèges des jésuites ». Mais le ministre donne des ordres draconiens au gouverneur : faire revenir en Alsace tous les religieux nés sujets du roi qui sont dans les couvents étrangers ; renvoyer les étrangers et ne plus en recevoir à l'avenir ; retirer les supérieurs étrangers, substituer d'autres nés sujets du roi ; laisser dans les maisons de France les religieux étrangers qui y sont depuis dix ans et qui voudront y demeurer ; ne plus tolérer dans les noviciats des étrangers, ni des Suisses.

Un mémoire d'avril 1722 revient sur la question⁸⁶ :

Les jésuites sont 59, dont 24 étrangers. Tous les recteurs renouvelés par les soins de Du Bourg sont tous sujets du roi. Le provincial a été reçu pour faire les visites. Sur ce pied il faut s'attendre qu'il y aura toujours beaucoup de religieux allemands dans les maisons des jésuites en Alsace, où ils auront une subsistance assurée. On dira que parmi les Alsaciens ne se trouvent pas suffisamment de sujets pour faire les différents services de ces maisons. Les classes y sont enseignées en allemand. Par conséquent on ne peut, ajoutera-t-on, prendre des régents d'une province où la langue allemande est ignorée.

Aussi l'auteur du mémoire demande le rattachement des collèges de la province du Haut-Rhin (Molsheim, Haguenau, Sélestat, Rouffach) à ceux de la province de Champagne (Strasbourg, Colmar, Ensisheim).

84. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 400 ; écho de ces tracas dans la chronique des jésuites de Molsheim, publiée par SEYFRIED (C.), dans *R.C.A.* 1897, p. 569-571 et par MURY (Pantaléon), « Les jésuites de Sélestat », *R.C.A.* 1897, p. 95.

85. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 436.

86. A.M.A.E. Paris, t. 37, fs. 279-300. Sur le recrutement de l'ordre, cf. MULLER (Cl.), « Guillaume et Joseph Lichtlé, jésuites de Gueberschwihr (XVIII^e siècle), dans *Archives de l'Église d'Alsace*, t. 51, 1993-1994, p. 251-255.

Il poursuit :

Les mêmes raisons de ménagement qu'il peut y avoir pour les capucins suisses ne doivent pas être alléguées à l'égard des jésuites qui dépendent d'une province d'Allemagne. Les Allemands n'ont point la prétention d'être régnicoles et ils ne peuvent nous objecter aucune réciprocité. On ne trouverait aucun Français dans les monastères de l'Empire et cependant dans les maisons des jésuites d'Alsace il n'y a d'autres étrangers que des Allemands. L'union serait encore utile pour introduire dans les écoles l'usage de la langue française comme il a été pratiqué à Ensisheim. On a toujours de l'éloignement à se familiariser avec des personnes dont on n'entend pas les langages. Si Son Altesse juge à propos de remettre pour quelque temps à la séparation, on croit du moins qu'il ne faut pas se relâcher sur le refus au provincial de la liberté de venir faire ses visites. Il se trouvera dans le collège de Strasbourg assez de religieux instruits de l'une ou l'autre langue susceptible d'être par lui chargé de cette commission.

En fait, l'administration n'insiste pas dans la voie de la francisation. Comme le chroniqueur des jésuites de Molsheim le relève, les tracasseries s'arrêtent en 1722. Touche-t-on à travers cet épisode les limites de la politique de la monarchie absolue en Alsace ?

Dogme, pragmatisme ou laxisme : les autres ordres religieux

L'exigence « patriotique » qui touche capucins et jésuites s'étend aussi aux autres ordres religieux alsaciens. Tous sont, peu ou prou, touchés par l'accès de fièvre « nationaliste » de l'administration. Dès le 17 août 1718, Chamillart écrit au cardinal de Rohan⁸⁷ :

« La permission que demandent les religieuses de la congrégation [de Notre Dame?] de Strasbourg de recevoir dans leurs maisons deux novices originaires de Lorraine pour se présenter pour y faire profession, quelque bonne qu'il vous paraisse » n'est pas donnée, même s'il s'agit de « les soulager dans les fonctions dont elles sont chargées de l'instruction des filles de la ville »... « Sa Majesté qui ne veut pas introduire des étrangers qui par la suite pourraient par leur ancienneté devenir supérieur n'a pas jugé à propos de donner atteinte à leur faveur à leur règle qu'elle s'est faite de n'en souffrir aucune ».

A la fin du mois d'octobre 1721, des rapports de Du Bourg jettent des coups de projecteurs sur la géographie monastique alsacienne. Le 23 octobre 1721, il s'intéresse aux augustins⁸⁸.

Le père provincial des religieux de l'ordre de Saint Augustin m'ayant présenté un passeport du roi et une lettre de vous qui lui permet la visite des maisons de son ordre qui sont en Alsace, je lui ai laissé la liberté d'exécuter sa mission. Je lui ai demandé un état des religieux qui sont dans la province. Il promet d'établir un noviciat sans étrangers et un collège pour les étudiants de son ordre.

87. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 217.

88. A.M.A.E. Paris, t. 38, fs. 390-395.

Du Bourg fournit aussi à Versailles un état nominatif des religieux. Sur 65 augustins, 43 sont étrangers et 22 alsaciens. Huit Alsaciens prient à l'étranger : un à Wurtzbourg, deux à Fribourg en Brisgau, deux au Vieux Brisach, un à Fribourg en Suisse, un à Mayence et un à Merstatt. Le gouverneur admet, à cette époque, qu'il ne dispose pas encore de toutes les données statistiques pour tous les ordres : 22 jésuites, 122 capucins, 85 récollets et 43 augustins.

Le 29 octobre 1721, Du Bourg dispose des renseignements sur les 191 dominicaines : 104 sont alsaciennes, 87 étrangères⁸⁹ dont certaines « depuis très longtemps dans les maisons » et qu'il faudrait « y laisser finir le reste de leurs jours ». Un examen attentif de la liste nominative des dominicaines réparties dans sept couvents fait apparaître l'importance du nombre de jeunes femmes nées à Sélestat : 12 Sélestadiennes prient à Sélestat même et 18 autres dans les six autres couvents (15 % de l'ensemble des sœurs). A Sélestat on compte 26 religieuses (dont 5 étrangères), à Strasbourg 25, à Colmar Unterlinden 35, à Colmar Saint Catherine 33, à Schoenensteinbach 27, à Guebwiller 28 et à Thann 17 (sept dominicaines dont la sous-prieure priant dans ce couvent sont thannoises). Lorsque Du Bourg transmet de nouveaux états, il avoue sa méconnaissance momentanée : « A l'égard des chartreuses qu'ils disent avoir en Suisse remplies de Français, ne les connaissant pas bien, je ne puis vous en rien dire, sinon qu'il y a beaucoup de Savoyards et de Liégeois »⁹⁰.

L'état des cisterciennes de Koenigsbruck, du 17 novembre 1721 indique 18 religieuses, dont 10 Françaises et 8 étrangères⁹¹. Il fait suite à l'état des 12 cisterciens de Neubourg⁹² et des 12 cisterciens de Pairis⁹³. Si les Français sont nombreux chez les cisterciens, ils le sont encore plus chez les chanoines de

89. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 412 et liste des religieuses, fs. 417-423.

90. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 397.

91. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 443. Les huit cisterciennes alsaciennes professes sont Marguerite Schaeffer (l'orthographe communément admise est Schoeffter), Richarde Schaeffer [sa nièce], Marie Anne Roberdeau (bourgeoisie de robe hagenovienne), Hélène et Françoise Dorsner (bourgeoisie de robe hagenovienne et strasbourgeoise), France Weissrock, Scholastique Fassing, Maximilienne Rothjacob (famille alliée aux Dorsner), Reine Valcourt. Les quatre cistercienne professes étrangères sont Catherine Lohl de Bade, Cécile Bach de Souabe, Marguerite Eggs de Souabe (erreur ?), Béatrice Dangler de Suisse. Parmi les converses, Barbe Gueber est alsacienne, Elisabeth Liebenstein et Salomé Zueblinger allemandes, Odile et Marthe Hoffmann étrangères, cf. RAPP (F.), MULLER (Cl.), *Koenigsbruck. L'histoire d'une abbaye cistercienne, Annuaire de la société d'histoire du Ried Nord*, 1998, (367 p.), pp. 210-317.

92. Jacques Gacier (Beaujolais), Lazare Munier (Bourgogne), Joseph Zoller (Fribourg en Brisgau), Placide Bumann (étranger), Augustin Rosé (Alsacien), Dominique Guelle (Lorrain), Claude Fourdin (Paris), Antoine Tourny (Alsacien), Funjois Montfort (Alsacien), Nicolas Portet (Lorrain), Jacques Berthelot et Jacques Laye (Alsaciens).

93. Claude Beauquemare, Claude Simonet de Châlons sur Saône, Nicolas Lefebure de Bourg, Etienne Bernard de Besançon, Matthieu Tribout, Jacques Wilhofer, Gabriel Hernoux, Joseph Emporte, Charles Coudre, Pierre Bailly, François Schiélé, Michel Dickelmann, cf. MULLER (Cl.), « L'abbaye de Pairis dans la première moitié du XVIII^e siècle », dans *ASAC*, t. 40, 1994, p. 77-96.

Saint Antoine : un seul parmi les quatorze d'Issenheim⁹⁴ est alsacien, deux sur les cinq de Strasbourg⁹⁵ et un sur les six des Trois-Épis⁹⁶. Le rapporteur ajoute que « le général de cet ordre est un Dauphinois ».

Un autre rapport d'avril 1722⁹⁷ fournit enfin des indications sur les autres ordres présents en Alsace.

Les récollets ont 7 couvents et 3 hospices. Sur 154 religieux, 89 sont étrangers, allemands ou suisses. Le provincial se tient à Augsbourg et le général est à Madrid. Le provincial a déféré aux ordres concernant les supérieurs sujets du roi. On prétend que les 7 maisons et 3 hospices ne suffisent pas pour former une province, mais on pourrait faire une custodie très convenable.

Et d'ajouter qu'il faudrait travailler sur ce projet.

Les augustins ont 5 maisons avec 65 religieux, dont 22 sujets du roi et 43 étrangers. Les supérieurs ont été pris en dernier lieu dans le nombre des premiers. On proposera de travailler à incorporer à une province de France.

Les cordeliers ont deux maisons en Alsace et sont 37 religieux dont 18 Alsaciens et 19 étrangers. Les deux gardiens sont actuellement suisses. Le provincial a promis de les changer incessamment, mais le moyen d'être bien obéi c'est oser pour ces maisons... à moins que par égard pour les Suisses on ne veuille dissimuler encore quelque temps.

Les sept maisons « de Saint-Dominique sont gouvernées par un vicaire général, originaire de la province qui réside à Sélestat et rend compte directement à Rome au général ». Puis le rapporteur énumère encore les trois couvents de Saint-Antoine, les trois de prémontrés, l'abbaye des chartreux.

Quant aux abbayes des bénédictines et des bénédictins, celles des filles où l'on ne reçoit que des personnes nobles, les églises collégiales, l'ordinaire y exerce presque partout sa juridiction. Les élections pour les dignités sont toujours faites dans ces communautés en présence des commissaires du roi. Il n'y a guère que des sujets de Sa Majesté et il sera bien aise de tenir la main à ce qu'aucun étranger n'y soit désormais établi.

94. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 430. Il s'agit de Tribout d'Issenheim. Les autres chanoines sont le supérieur Desbois (Macon), Garnier (Troyes), Valier d'Ecole (Macon), Vaubonne (Dauphiné), Bajol (Porrentruy), Husault (Pont-à-Mousson), Matthieu (Dauphiné), Borde (Lyon), Gette (Lyon), Majeur (Bar-le-Duc), Mezier (Lyon), Nancy (Dauphiné), Vepre (Chambéry), cf. CLEMENTZ (Elisabeth), *Les Antonins d'Issenheim*, Strasbourg 1998, (374 p.), surtout p. 300-310.

95. Hueber et d'Andlau (Alsaciens), Jossieran (Lyon), Lattier (Dauphiné), Révotier (Lyon).

96. Metzger (Alsacien), Guetteville (Rouen), Hollande (Metz), Descortes (Chambéry) curé de Labaroche, Bauer (Mayence), Husson (Franche-Comté), cf. MULLER (Cl.), « L'ordre de Malte absorbe les antonins aux Trois-Épis en 1777 », dans *Annuaire des quatre sociétés d'histoire de la vallée de la Weiss*, t. 6, 1990, p. 25-37.

97. A.M.A.E., t. 37, fs. 295-297.

Le rapporteur évoque ensuite les chanoines de l'église cathédrale

8 Français et 16 Allemands d'après les statuts régulièrement observés. Dans la même église, il y a des prébendes inférieures qui sont à la collation de l'évêque ou des grands chanoines. Elles sont toutes possédées par des sujets du roi.

Suit ensuite l'ordre Teutonique.

Cet ordre possède en Alsace quatre commanderies qui sont très considérables. Elles peuvent valoir chacune 7 000 à 8 000 livres de rente. Des quatre, une seule qui est la moindre est possédée par un gentilhomme d'Alsace de la maison de Reinach⁹⁸. Les trois autres sont entre les mains de commandeurs étrangers. L'ordre Teutonique en Allemagne est divisé en douze provinces ; chacune est administrée par un commandeur provincial sous l'autorité du grand maître qui est actuellement l'électeur de Trèves. Les commanderies sont données par ancienneté. Il serait assez naturel que Sa Majesté exigeât que les quatre commanderies d'Alsace ne puissent être données qu'à des gentilshommes de la province. Il y a actuellement en Alsace plusieurs gentilshommes reçus dans l'ordre. Il y aurait un grand nombre s'ils pourraient espérer être déferés pour les commanderies d'Alsace.

Le rapporteur termine avec l'ordre de Malte.

Il y a deux commanderies de cet ordre en Alsace, une à Soultz en Haute-Alsace possédée par un gentilhomme natif de Souabe ; l'autre à Strasbourg est tenue par des prêtres qui vivent en commun. Elles sont l'une et l'autre au grand prieuré d'Allemagne. Il serait à souhaiter que le grand maître les en détachât pour les unir au grand prieuré de Champagne. Dans la commanderie de Strasbourg, il n'y a actuellement que des Alsaciens. Le commandeur qui fait les fonctions de supérieur reste dans cette dignité pendant sa vie ; mais lorsqu'il meurt, le grand prieur d'Allemagne envoie un chevalier qui en qualité de commissaire de l'ordre fait procéder à l'élection du commandeur. C'est ce qui a été fait encore en dernier lieu par permission du roi en 1718.

De cette période date vraisemblablement, la pétition envoyée par le général des chartreux, sans date :

« Le prieur de notre chartreuse de Molsheim a donné lieu à un placet... J'ose espérer de votre bonté toujours favorable à notre ordre que vous me ferez la grâce de nous continuer votre protection, afin que cette union presque sans exemple qui subsiste depuis nombre de siècles entre les étrangers et nous ne soit point altérée et que mon attention à les soutenir les rend plus affectionnés à un général français et plus assidus à assister chaque année au chapitre général toujours fixé dans ce royaume. Le comte Du Bourg est revenu plusieurs fois à la charge contre la chartreuse de Molsheim depuis quatre à cinq ans⁹⁹ ». La supplique est

98. GLOTZ (Marc), « Reinach Hirzsbach », *N.D.B.A.*, n° 31, 1998, p. 3 142-3 144.

99. A.M.A.E. Paris, t. 46, f. 297.

suivie d'une seconde : « Plaise à Votre Majesté ordonner à Du Bourg de laisser aux chartreux leurs anciennes libertés ». ¹⁰⁰

Force est de constater, au vu des pièces du dossier, que la monarchie ne contrôle guère tout ce monde conventuel qui se dévoile à nos yeux. Si le dogme est affirmé, est-il pour autant appliqué ? Laxisme et plus exactement pragmatisme se dégagent de ces rapports.

Le choc des religions

Les voyageurs français parcourant l'Alsace au XVIII^e siècle, aptes à traquer la nouveauté, évoquent tous la présence protestante, s'attardant à décrire habillement, mœurs et culte : ainsi Goulley de Boisrobert ¹⁰¹ et un Avignonnais en 1721 ¹⁰², M^{lle} de Mortemart en 1769 ¹⁰³ ou encore un Dijonnais en 1782 ¹⁰⁴. Si la curiosité n'est pas feinte, comment se vit la différence religieuse au quotidien ?

La violence évangélique

L'oxymore du titre veut souligner que loin d'être harmonieux, les rapports entre catholiques et luthériens sont le plus souvent conflictuels, essentiellement parce que le catholicisme, religion d'Etat, cherche à s'affirmer face au protestantisme. Le 11 août 1717, l'assemblée du clergé de l'évêché de Strasbourg se tient au palais épiscopal de Saverne. Un compte-rendu est envoyé au ministère ¹⁰⁵ :

Les députés ont très humblement supplié le cardinal de Rohan de bien vouloir agréer au Roi et M^{gr} le Régent les marques de leur zèle et de leur dévouement. Mais ils ont aussi cru devoir, en même temps, remonter à Son Excellence que, dès avant la mort du roi la vivacité de la dernière guerre, source ordinaire de relâchement dans la discipline et dans les mœurs, ... a fait souffrir à la religion dans son propre diocèse différentes atteintes dont il est nécessaire que le prince qui gouverne le royaume avec autant de sagesse que de bonté y remédie en ordonnant l'exécution des déclarations sur le fait de la religion. Ces remontrances

100. A.M.A.E. Paris, t. 46, f. 300.

101. NIDERST (Alain), « Un document sur les catholiques et les luthériens de Strasbourg au début du XVIII^e siècle », dans *Archives de l'Église d'Alsace*, t. 41, 1982, p. 291-300. Du même, *Les Français vus par eux-mêmes. Anthologie des mémorialistes du siècle de Louis XIV*, Paris 1997, 910 p.

102. MULLER (Cl.), Strasbourg en 1721 vu par un Avignonnais, ASAVS, 2004-2005, p. 71-85.

103. MULLER (Cl.), Strasbourg en 1769 vu par M^{lle} de Mortemart, ASAVS, 2002, p. 121-123.

104. HEITZ (François Joseph), *L'Alsace en 1782*, Colmar, 1934, 94 p. D'autres exemples dans STOEBER (Auguste), *Curiosités de voyage en Alsace*, Colmar 1874, 352 p., exploités par LIVET (Georges), « Impressions de voyage de quelques voyageurs illustres en Alsace (XVII^e - XVIII^e siècles) », dans *Saisons d'Alsace*, 85, 1984-1985, p. 146-160.

105. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 95.

auront plus d'effets contre ceux de leurs frères qui se sont séparés de l'Église catholique... (Les prêtres) ne demandent que ce qui est pratiqué depuis près de quarante ans dans la province.

La supplique est accompagnée d'un mot de recommandation de la part du cardinal de Rohan, rédigé à Saverne le 16 août 1717¹⁰⁶ :

Le duc de Noailles vous rendra compte de ce qui s'est passé dans l'assemblée de mon clergé et j'espère que Votre Altesse Royale en sera contente. Mais dans le même temps que nous donnons des marques de notre zèle pour le service du roi et de notre attachement à votre personne, permettez-moi, Mgr, de vous demander au nom de mon clergé de vouloir bien écouter les très humbles remontrances qu'il m'a prié de transmettre au sujet de la religion dans ce diocèse. Je n'ai point craint de m'en charger. Elles sont si fondées en justice et en même temps si sages et si mesurées qu'elles ne peuvent manquer d'être reçues favorablement d'un prince qui ne se refuse jamais à la justice et à la raison. Votre Altesse Royale par le mémoire que je joins quels sont les moyens par lesquels je crois qu'elle peut nous satisfaire d'une manière convenable au maintien de la religion, au bien de l'Etat et à la gloire de sa régence.

Le mémoire joint « concernant une visite qui s'est faite à notre insu des curés luthériens dans les terres que je possède »¹⁰⁷ demande au Régent de « donner des ordres afin que nous sachions si elle veut permettre ces sortes de visites ou non qui me paraissent aussi dangereuses pour le bien de l'Etat que les visites des provinciaux étrangers... »

En 1717, Jean Gérard Meisch, superintendant général et premier ministre ecclésiastique, a été envoyé de la part de son maître, le comte de Hanau, pour visiter les églises et ses terres en Alsace. Avant son arrivée, le peuple luthérien avait été averti de se rendre à l'église sous peine de dix sous d'amende pour être examiné sur la religion. La dépense occasionnée par le visiteur a été aux frais des habitants tant catholiques que luthériens. Le superintendant a visité les bailliages d'Hatten, de Weitbruch, Pfaffenhoffen et Brumath. Aussi le cardinal de Rohan demande-t-il l'application du principe de la religion catholique jouissant de ses prérogatives de religion d'Etat.

Et il est entendu. Le premier président du Conseil souverain d'Alsace, Corberon, reçoit immédiatement des ordres¹⁰⁸ sur « l'exacte exécution des déclarations, arrêts et ordonnances qui a été observé sur la religion dans le diocèse ». Du Bourg, qui les reçoit aussi, se fend, le 15 septembre 1717, d'une réponse brève et précise¹⁰⁹ : « Mon zèle pour la religion et le bien de

106. A.M.A.E. Paris, t. 38, fs. 96-97.

107. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 117.

108. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 98.

109. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 103.

l'Etat n'étant pas moins ardent... me fait appliquer toutes les instructions ». De même que le procureur général Neef¹¹⁰.

Le cardinal de Rohan paraît, le 17 septembre 1717, satisfait des mesures prises.

Je vous prie d'assurer Son Altesse Royale de ma respectueuse reconnaissance. L'attention qu'elle a bien voulu avoir à ma très humble prière fera un grand bien dans mon diocèse et n'y produira aucun mal. Le comte de Hanau, à qui j'ai fait lire la lettre de M^{sr} le Régent, tout zélé luthérien qu'il fut, l'a infiniment approuvé et il est convenu avec moi que leur intérêt était qu'on innovait rien en leur faveur, parce qu'en effet ce serait un prétexte dans la suite du temps d'innover contre eux. Je vous remercie très humblement de la manière dont vous avez secondé dans cette occasion les intentions de Son Altesse Royale¹¹¹,

écrit-il à l'abbé de Thésus.

Le cardinal s'illusionne, car la vigueur des mesures suscite la protestation du comte de Hanau, tout d'abord le 3 septembre 1718¹¹². Ce dernier s'indigne des

excès de rigueur du procureur général et de l'abus de l'autorité qu'il emprunte à son ministère. Il répand une terreur si grande et si générale parmi nos gens par son procédé violent qu'à peine personne ne se croit en sûreté et à couvert des poursuites. Ceux de notre religion s'attendent avec moi que vous voudrez bien par un effet éclatant de votre généreuse protection y apporter le remède nécessaire en faisant adresser des ordres précis au procureur général : ne pas troubler ceux de la Confession d'Augsbourg dans l'exercice de leur religion contre la disposition des traités de paix de Westphalie.

Deux jours plus tard, le 5 septembre 1718, le comte de Hanau envoie au ministère un long mémoire relatant les problèmes rencontrés par les protestants en Alsace¹¹³. Commenant par rappeler que « les différents règlements concernaient les réformés de France et ne regardaient point du tout les habitants de la Confession d'Augsbourg », le comte sonne la charge : « Le procureur général du roi au Conseil souverain d'Alsace est toujours ingénieux à inventer toutes sortes de moyen et de prétexte pour inquiéter les luthériens ». Il commence à signaler que les ministres de Gries et de Weitbruch ont été conduits dans les prisons de Colmar, « honteusement traînés de la Basse-Alsace à la Haute-Alsace ». « Leur crime est d'avoir administré le sacrement ». Le procureur outrepassa ses pouvoirs. « L'intention de Son Altesse Royale n'est pas du tout que l'on dut faire de longues recherches sur ce qui s'était passé d'ancienne date, moins

110. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 105.

111. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 107.

112. A.M.A.E. Paris, t. 38, fs. 222-224.

113. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 218.

qu'on troublât ceux de la Confession d'Augsbourg dans l'exercice de leur religion ».

Suivent un certain nombre d'exemples de tracasseries. Tout d'abord, « le procureur veut absolument faire passer Jean Jacques Hanser pour un relaps. Ce garçon tailleur est né de père et de mère de la Confession d'Augsbourg, qui ont toujours été attachés à leur religion. Tout le prétexte de cette accusation est que ce garçon, s'étant arrêté pendant quelques temps à Herrlisheim, lieu catholique, il y fit connaissance d'une fille à laquelle il déclara que, si elle voulait l'épouser, il embrasserait sa religion. Le prétendu mariage n'ayant point eu son effet et le garçon n'ayant point changé de religion, pourquoi veut-on aujourd'hui qu'il soit relaps et faire un crime au ministre de l'avoir admis à la communion ? »

Un deuxième cas est cité par le comte de Hanau.

L'on veut qu'un autre de ces particuliers professe la religion catholique par la seule raison qu'il a été baptisé par un curé catholique, ce qui n'arriva même que par hasard, son père étant de la Confession d'Augsbourg et sa mère de religion réformée. Pendant un petit voyage qu'ils firent, la femme accoucha dans un lieu catholique où l'enfant fut baptisé. L'on ne voit point en cela d'engagement pour lui à embrasser la religion catholique.

Autre exemple¹¹⁴, parmi d'autres :

Un bourgeois de la ville de Bouxwiller de la religion réformée se maria il y a environ quarante ans à une femme catholique dont il eut des enfants qui suivirent la plupart la religion de leur père et qui, pour la professer avec plus de liberté, se retirèrent dès leur jeune âge dans le duché de Deux-Ponts appartenant au roi de Suède. Leur père étant mort l'an passé, le procureur¹¹⁵ ordonna au bailli des lieux qu'au cas où ses enfants se présentassent pour recueillir sa succession, il eut à les faire mettre en prison... Ils ne sont pas obligés de répondre de leur foi au procureur général.

Et de conclure en relevant que « le ministère du procureur général consiste à veiller au maintien et non pas à l'explication arbitraire des lois publiques, sous la protection desquelles est sans contredit la communion que suit la Confession d'Augsbourg ».

114. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 220.

115. Il s'agit de Valentin Neef, né à Altkirch le 29 mars 1676, procureur général de 1711 à 1754 ; un frère jésuite, un petit-fils curé, un autre chanoine à Saint-Martin Colmar, une petite-fille tierceline, une autre dominicaine, cf. BURCKARD (F.), *op. cit.*, p. 330 ; SCHMITT (J.-M.), « Neef », NDBA n°28, 1996, p. 2812 et MULLER (Cl.) - EICHENLAUB (J.-L.), *Messieurs. Les magistrats du Conseil souverain d'Alsace et leurs familles au XVIII^e siècle*, Riquewihr 1998, (270 p.), p. 171-172. Sur la « catholicité » de son fils, cf. MULLER (Cl.), « Aube et robe en Sundgau au XVIII^e siècle : l'exemple de François Antoine Neef, bailli d'Altkirch de 1716 à 1757, dans *Annuaire du Sundgau*, 2000, p. 179-187.

L'appel à la modération : d'Angervilliers

De tous les intendants d'Alsace du XVIII^e siècle, d'Angervilliers apparaît comme l'un des plus remarquables. Quelques documents éclairent bien sa personnalité et permettent d'affiner notre connaissance de l'homme. Le 22 février 1717, le voici qui

supplie Votre Altesse Royale de vouloir bien me permettre d'aller lui faire ma cour pendant deux mois. J'ai d'ailleurs plusieurs affaires domestiques qui ne peuvent être réglées que par moi. J'espère d'autant plus que Votre Altesse Royale ne me refusera pas cette grâce que toutes les impositions sont faites dans mon département pour l'année courante et qu'il ne paraît pas que le service du roi puisse en rien souffrir de mon absence¹¹⁶.

De fait, l'abbé de Thésus écrit à d'Huxelles le 3 mars 1717 que « le duc d'Orléans a bien voulu accorder un congé de deux mois à d'Angervilliers. Il peut partir de Strasbourg lorsqu'il le jugera à propos »¹¹⁷.

D'Angervilliers apparaît comme un homme indispensable en Alsace, n'hésitant pas à prendre ses responsabilités. Le 16 juillet 1720, le voici qui déclare : « Si l'on juge à propos de me faire entrer pour quelque chose dans la négociation des limites ou autre chose, j'y travaillerai en homme de bien, mais je crois devoir attendre qu'on m'appelle ». Puis il évoque Pontoise, « sur le désordre que cette affaire peut causer dans l'Etat et sur les nouveaux embarras dans lesquels le cardinal de Rohan va vraisemblablement se retrouver dans les temps qu'il pourrait espérer et avec fondement d'être au but »¹¹⁸. Sa « réflexion sur la cession de l'Alsace », du 17 octobre 1720, mérite d'être relevée :

Vouloir encore mettre en question des points qui ont été examinés dans quatre traités de paix et de plus dans deux conférences authentiques tenues à ce sujet, c'est vouloir chercher occasion de troubler ou vouloir du moins éloigner ce qui affermit la paix¹¹⁹.

Son « mémoire concernant le fondement de l'exercice de la religion luthérienne dans la Basse Alsace », du 25 août 1722¹²⁰ insiste plus sur la persuasion que la rigueur :

C'est sous le bénéfice du traité d'Osnabruck qu'on ne donne aucune inquiétude aux luthériens d'Alsace. Comme ils sont tous très attentifs et très défiants, il serait dangereux de les détromper là-dessus. Le seul moyen de tenir l'Alsace peuplée et florissante et en état de fournir au roi les secours qu'on est obligé de

116. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 66.

117. A.M.A.E. Paris, t. 38, f. 67 et 68 (remerciement de l'intendant).

118. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 216.

119. A.M.A.E. Paris, t. 37, fs. 226-232.

120. A.M.A.E. Paris, t. 37, fs. 271-278.

lui demander en temps de guerre est de continuer à suivre la conduite qu'on a tenue jusqu'ici *de laisser les choses comme elles sont. Il faut inspirer aux pasteurs de notre religion de ne se servir que des moyens de persuasion et de douceur pour la propagation de la foi catholique.*

Lorsque surgit le problème de la nationalité étrangère dans le clergé alsacien, l'intendant reste logique :

Il y a en Alsace un grand nombre de paroisses ou cures dont les habitants sont luthériens. Plusieurs des ministres qui les desservent sont étrangers. Il est même à observer à cet égard que le comte de Hanau fait venir tous les ans de ses terres d'Allemagne un ministre supérieur qui fait la visite des églises du comté de Hanau en Alsace, ce qui ne me paraît pas devoir être toléré. Il est bien juste qu'au moins la loi soit égale et que *si nous ne souffrons point de curés catholiques étrangers nous ayons la même rigueur pour les ministres luthériens.* La règle pourrait être établie à cet égard peu à peu étant cependant à remarquer que les ecclésiastiques de la Confession d'Augsbourg sont absolument dans la dépendance du seigneur et amovibles en même temps. Au surplus l'Alsace fournira plus de ministres qu'il n'en faut pour toutes les cures de la Confession d'Augsbourg qui sont dans la province. A Strasbourg, il y a une espèce de séminaire qui est toujours rempli par vingt ou trente aspirants.

D'Angervilliers conclut ainsi sa note : « On doit toujours avoir le projet de ramener la règle, mais en même temps, on convient que *dans une province comme celle-ci, où toutes les nouveautés sont effrayantes, on ne peut aller en avant que peu à peu* »¹²¹.

L'intendant est homme de caractère et n'hésite pas à adopter des positions fermes. Dans un mémoire du 25 avril 1723, il ose écrire que « depuis que l'Alsace est au roi aucune affaire extraordinaire de finance n'a eu ici aucune exécution réelle »¹²². Le 4 juillet 1723, il informe le ministère de l'affaire de Schleithal et Seebach¹²³. Le ministre des Affaires étrangères n'est pas insensible à la qualité des rapports, puisqu'il note à d'Angervilliers, de Versailles, le 10 juillet 1723 :

Tout ce qui vient de vous est si instructif et si solide. Je vous supplie d'être persuadé de ma reconnaissance dont j'ai donné à chaque occasion des marques publiques à Son Altesse Royale et à tous les ministres et de m'accorder une absolution généreuse de la longueur de mon silence.

Après lui avoir dit qu'il a bien reçu les réflexions sur les entreprises de Schoenborn et le mémoire sur les maisons religieuses, le ministre informe

121. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 299.

122. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 321.

123. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 349 ; sur cette affaire, voir STREICHER (Jean-Claude), « L'obstination des réformés d'Oberseebach : un siècle de persécution et de pétitions pour retrouver la liberté de culte », dans *L'Outre-Forêt*, n° 14-15, 1976, p. 75-83 et LIVET (Georges), « Sur l'emprisonnement de quatre paysans d'Oberseebach », dans *L'Outre-Forêt*, n° 121, 2003, p. 13-16.

l'intendant de la détention de l'abbé Langlet du Fresnay « gardé dans le réduit du Fort de La Pierre »¹²⁴.

Un équilibre : Pfeffel et Spon

C'est aussi d'Angervilliers qui propose au ministère des Affaires étrangères des noms pour un poste de jurisconsulte du Roi. Le 17 janvier 1722, il écrit, de Strasbourg, au cardinal Dubois :

Sur ce que Votre Eminence m'a fait l'honneur de me demander si je pourrais lui trouver un homme assez instruit de la langue allemande et des usages de l'Empire pour travailler dans les bureaux, j'ai pris la liberté de vous parler de deux sujets, dont l'un appelé l'abbé Garnier est conseiller clerc au Conseil de Colmar et l'autre se trouve ici sans emploi... L'abbé Garnier¹²⁵ est attaché à son père qui est fort vieux. Il m'a paru qu'il ne pouvait se résoudre à s'en éloigner. Aussi je crois qu'il ne faut plus penser à lui¹²⁶.

L'intendant insiste sur son deuxième candidat :

L'autre appelé Pfeffel est un homme de 36 ans, d'une figure assez avenante, qui cependant perd un peu par une timidité naturelle aux Allemands. Il sait parfaitement le droit public. Il a travaillé chez un des principaux conseillers auliques et a été en plusieurs Cours où il s'est mêlé d'affaires. Enfin il a été destiné à servir de secrétaire chez le maréchal d'Huxelles. Le sieur Pfeffel parle et écrit passablement en français. Il a quelquefois dans la conversation de la peine à trouver certains mots, mais je ne doute pas que, s'il est employé à Paris, il se perfectionnera bientôt dans cette langue. C'est Klinglin¹²⁷, préteur royal de Strasbourg, qui l'avait choisi pour le maréchal d'Huxelles. Lorsque le Conseil des Affaires Etrangères fut supprimé, le préteur me marqua l'embarras où il était de ce que deviendrait le sieur Pfeffel... Il a pu lui procurer un emploi dans le magistrat de Strasbourg pendant deux ans.

D'Angervilliers ne cache pas ce qui paraît être une restriction :

Il a contre lui la religion et le pays dont il est originaire. Il paraît jusqu'ici fort attaché au luthéranisme dans lequel il est né, étant fils d'un ministre. D'ailleurs il est sujet du margrave de Durlach. Il semble qu'il y a toujours quelque chose

124. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 318.

125. François Antoine Garnier, né à Strasbourg Saint-Pierre-le-Jeune le 21 janvier 1689, conseiller clerc au Conseil souverain d'Alsace de 1715 à 1730, décédé à Colmar le 26 octobre 1730, cf. MULLER (Cl.), EICHENLAUB (J.-L.), *Messieurs*, p. 91-92.

126. A.M.A.E. Paris, t. 37, fs. 236-241.

127. François Joseph Klinglin, né à Sélestat le 22 octobre 1686, préteur de Strasbourg de 1725 à 1752, décédé à Strasbourg citadelle le 6 février 1753, cf. LIVET (G.), « Klinglin », *N.D.B.A.*, n° 21, 1993, p. 2007-2008. Il commence ainsi son testament : « Après tant d'années employées au service du roi notre sire et au bien de la bourgeoisie de la ville de Strasbourg qu'il a plu à Sa Majesté de me confier, j'ai estimé à propos et nécessaire de penser aussi à ma propre famille que Dieu et la nature m'ont donné » (ADHR, 1 B 970, f. 23).

à craindre de la fidélité d'un étranger... Mais je ne m'éloigne pas de croire que, si le sieur Pfeffel va à Paris, il se soumettra à recevoir des instructions sur la religion. Il m'en a même donné quelque espérance.

Le 27 janvier 1722, Jean Conrad Pfeffel¹²⁸ adresse à Versailles son curriculum vitae en huit pages¹²⁹. Le ministre demande d'abord un éclaircissement d'un point de droit, « pour voir un échantillon de ce que peut faire Pfeffel que je ne perds pas de vue »¹³⁰.

Pfeffel engagé, le ministère cherche à pourvoir à sa sustentation. Le 21 septembre 1727, une lettre de Versailles est envoyée au magistrat de Colmar :

Goll, un des deux consuls, laisse une place vacante. Il faut un sujet capable et d'une conduite éprouvée. Je ne craindrai point de vous recommander Pfeffel dont le zèle pour le service du roi, les talents et la probité me sont parfaitement connus. Ces témoignages sont aussi connus au cardinal de Fleury. Ce choix ne pourrait lui être que très agréable¹³¹.

La réponse du magistrat date du 2 octobre 1727 : « Le choix doit se faire le premier dimanche après la Saint-Laurent. Nous ne balançons pas un moment de sacrifice et de la liberté de choix et l'ancienne observance à ce qui peut être agréable à Son Eminence ». Pour l'intendant Harlay, le 3 octobre 1727, « les magistrats de la ville de Colmar ne peuvent avoir aucune répugnance du côté des qualités personnelles de Pfeffel qu'ils connaissent pour un très bon sujet. Ils savent de plus ce qu'il mérite pour ses services ». Toutefois le ministère ne veut attendre pour la nomination : « Il n'y a point de raison de différer l'élection jusqu'au mois d'août prochain », est-il dit le 12 octobre 1727. Les désirs des uns devenant des ordres, « le cardinal de Fleury a entendu avec plaisir le compte que je lui ai rendu » de l'élection de Pfeffel le 4 novembre 1727¹³².

128. Jean Conrad Pfeffel, né à Mündingen en Bade le 3 mai 1682, épouse le 19 juin 1724 Anne Marie Herr, décédé le 15 mars 1738, cf. BRAEUNER (Gabriel), « Jean Conrad Pfeffel », *N.D.B.A.*, n°29, 1997, p. 2982. Voir aussi SALOMON (A.), « Les Alsaciens employés au Ministère des Affaires étrangères à Versailles aux XVII^e et XVIII^e siècles », dans *Revue d'histoire diplomatique*, oct-déc 1931, p. 516.

129. A.M.A.E. Paris, t 37, fs 246-250.

130. A.M.A.E. Paris, t 37, f 318.

131. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 384.

132. A.M.A.E. Paris, t. 37, fs. 385-398 et lettre de remerciements de Pfeffel en latin, f. 299.

Au luthérien Pfeffel, il faut ajouter le catholique Spon, qui se présente en ces termes à la même époque :

Jean François Spon¹³³, natif de Strasbourg, est d'une ancienne famille patricienne d'Alsace. Son père est le plus ancien bailli de la province. Après avoir fait ses études en droit canon, civil et féodal et obtenu ses licences, il a voyagé en Allemagne où il s'est appliqué pendant quatre ans aux principes du droit public et, à la persuasion d'un de ses oncles qui avait été premier secrétaire du comte de Koenigsegg, vice-chancelier de l'Empire, il aurait pu se placer chez le commissaire principal de l'Empereur résidant à Ratisbonne si son affection pour le roi et la patrie ne lui eussent inspiré d'autres sentiments. Il s'est fait recevoir avocat au Conseil souverain d'Alsace, séant à Colmar, où insensiblement il s'est formé une si belle réputation qu'il commençait à se mettre au rang des anciens et à tirer de ses honoraires au-delà de 3 000 livres. Cependant ses parents le destinaient à quelque chose de plus que la simple profession d'avocat. Il était sur le point de faire acquisition d'une charge de judicature, lorsque la pompeuse cérémonie du mariage de la reine appela le jeune Spon à Strasbourg. Durant le séjour qu'elle y fit, Klinglin, qui venait d'entrer en exercice de sa charge de préteur royal, lui fit proposer de s'attacher à la ville de Strasbourg, lui promettant qu'il tâcherait de lui procurer le syndicat vacant par la révocation de Hatzel¹³⁴.

Spon, au service du ministère, souhaite prendre du galon comme il l'exprime crûment le 24 février 1729¹³⁵ :

... Fils unique et le seul qui reste d'une ancienne famille patricienne, c'est pourquoi mes parents, avant de fermer les yeux, désireraient fort me voir établi et marié. A l'effet de ce, ils m'ont envoyé en Lorraine chez un de leurs amis conseiller d'Etat de Son Altesse Royale dont la fille ne m'a point déplu. Les parents respectifs seraient assez d'accord si la médiocrité de ma condition n'était un accroc qui tient notre projet en suspens. J'ai véritablement la direction des archives de cette ville et je conviens que cet emploi n'est point déshonorant quand on considère les lumières qu'il procure. Ne commencer qu'avec des vieux livres et documents n'est point un état qui sympathise avec ma petite ambition... Pourrais-je prétendre à l'expectative au syndicat de Strasbourg, la survivance du préteur de Colmar ou le prétoriat de Sélestat?

Mais Spon n'est pas soutenu comme Pfeffel. « Par la nomination de Muller¹³⁶, mes espérances touchant la prétoire de Colmar sont entièrement

133. Jean François Spon, né à Strasbourg le 10 octobre 1696, épouse à Strasbourg cathédrale le 17 juillet 1732 Anne Marie Françoise Gelb, la fille d'un membre du grand sénat de Strasbourg, décédé à Strasbourg le 6 avril 1773, cf. SPON (S.), « Les barons de Spon d'Alsace », *A.S.H.A.C.*, 1976-1977, p. 49-56 et SCHMITT (Jean-Marie), « Spon », *N.D.B.A.*, n° 35, 2000, p. 3 708.

134. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 405.

135. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 412.

136. François Mathias Muller, né à Dambach-la-Ville le 20 novembre 1676, nommé préteur de Colmar le 21 juin 1729, « sans qu'il ait fait aucune démarche pour l'obtenir », décédé à Colmar le 18 février 1755, cf. MULLER (Cl.), « Les Muller, préteurs royaux de Colmar au XVIII^e siècle », *A.S.H.A.C.*, 2001-2002, p. 5-22.

tombées »¹³⁷, note Spon le 29 juin 1729. Le 23 novembre 1729, Spon écrit : « M'étant trouvé, ces jours passés, en la compagnie de gens caractérisés, j'y soutins à l'occasion d'un discours qui fut mis sur le tapis qu'il serait très avantageux que l'on permit en cette province les mariages entre catholiques et luthériens »¹³⁸.

Conclusion

A l'issue de cette présentation apparaissent bien action de la Régence et réaction de l'Alsace. L'action de la Régence consiste à poursuivre la politique de Louis XIV à l'égard du prince-évêque de Spire, mais surtout franciser le clergé, tant catholique que luthérien, pour franciser le peuple d'Alsace. Si les objectifs s'affichent clairement, les résultats s'avèrent maigres. L'administration impose certes des contraintes de nationalité aux ordres religieux catholiques et aux pasteurs luthériens, mais abandonne peu à peu son emprise devant le peu d'évolution constaté. Pire : les protestants¹³⁹ combattus¹⁴⁰ sont nécessaires diplomatiquement pour mieux comprendre l'Empire. « Dans une province comme celle-ci, où toutes les nouveautés sont effrayantes, on ne peut aller en avant que peu à peu », remarque l'intendant d'Angervilliers, qui s'affirme comme un homme politique de grande valeur pendant cette période de transition.

137. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 419.

138. A.M.A.E. Paris, t. 37, f. 420.

139. On peut s'étonner de l'absence dans ces dossiers des dissensions liées à l'usage du *simultaneum*, cf. MULLER (Claude), *Colmar au XVIII^e siècle*, Editions Coprur, Strasbourg 2000, 176 p.

140. Relevons ce que Philippe d'Orléans écrivait de sa main au comte Du Bourg, le 9 mars 1716 : « J'ai donné permission à la demoiselle de Rathsamhausen de revenir en Alsace. Mais la crainte que cette permission ne soit mal interprétée par les protestants de cette province m'engage à vous dire que je ne suis pas moins résolu à tenir exactement la main à l'exécution des usages établis dans cette province en faveur de la religion catholique », Bibliothèque de l'Arsenal à Paris, ms 6619, f. 9.

Résumé

Comment la Régence gère-t-elle l'héritage du Roi Soleil? en Alsace? Reprise en main? Libéralisation? L'étude des pièces conservées aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères à Paris montre, dans le domaine strictement religieux, une réelle volonté de reprise en main. C'est surtout le problème des nationalités qui focalise l'attention des administrateurs, du fait que l'Alsace est une région-frontière. Si le cardinal Gaston de Rohan apparaît comme une pièce essentielle sur l'échiquier francophile, il faut souligner l'ampleur de l'inertie structurelle catholique. La remarquable résistance protestante oblige par ailleurs à composer. Dès lors se détache la personnalité de l'intendant d'Angervilliers, remarquable homme politique, recherchant en toutes circonstances le juste équilibre.

Zusammenfassung

Wie geht die Régence (1715 - 1723, Regentschaft für den minderjährigen Nachfolger von Louis XIV) mit dem Erbe von Louis XIV im Elsaß um? Straffe Zügel? Lose Zügel? Aus den Dokumenten, die im Archiv des Außenministeriums aufbewahrt werden, geht hervor, man ist fest entschlossen, alles, was die Religion betrifft, mit starker Hand zu führen. Da das Elsaß eine Grenzregion ist, konzentriert die Verwaltung ihre Aufmerksamkeit auf das Problem der Nationalitäten. Wenn auch Kardinal Gaston de Rohan die entscheidende Figur auf dem frankophilen Schachbrett ist, muß doch hervorgehoben werden, mit welcher Zähigkeit die katholische Kirche auf ihren althergebrachten Strukturen beharrt. Übrigens, der Widerstand der Protestanten ist so stark, daß Kompromisse eingegangen werden müssen. Über allem steht eine große Persönlichkeit, der Intendant d'Angervilliers, ein außerordentlich geschickter Politiker, der immer den gerechten Ausgleich sucht.

Summary

How did the French Regency cope with the Sun King's heritage in Alsace? in an authoritarian or liberal way? The study of the documents stored in the Archives of the Foreign Office department in Paris shows it was authoritarian, as far as religious questions are concerned. It is mainly the problem of nationality that attracted the administrators' attention, due to the fact that Alsace is a borderline region. Although Cardinal Gaston de Rohan apparently played an essential role in the francophile world, the overall passivity of the catholic authorities has to be underlined.

On the other hand, the remarkable protestant capacity for resistance incited to find compromises. That said, Intendant d'Angervilliers would stand out as an exceptional politician, eager to find balanced solutions, whatever the circumstances.